

***l'Anti*capitaliste**

n°352 | 29 septembre 2016 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

VIRÉS, INCULPÉS... BIENTÔT EMPRISONNÉS ?



Les voyous, ce sont l'État et les patrons qui licencient !

Dossier

ARRÊT DU NUCLÉAIRE

Pages 6 et 7

ÉDITO

Calais, le mépris...
Page 2

PREMIER PLAN
Entreprises : profits
et trésor de guerre
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

USA: show politicien,
Wall Street et son monde...
Page 5

LIBRE EXPRESSION
Goodyear: entretien
avec Mickaël Wamen
Page 12



Par ALAIN POJOLAT

Calais, le mépris...

Héliporté par l'armée de l'air sur la place d'Armes en plein centre de Calais, Hollande, pas plus que Sarkozy quelques jours plus tôt, n'aura daigné se rendre dans le bidonville, la « jungle ». Peur de se salir? D'y attraper une maladie? De se faire conspuer par ses habitantEs? Quelles qu'en soient les raisons, ce boycott en dit long sur le mépris de classe que l'ancien et l'actuel locataires du Palais de l'Élysée entretiennent envers les migrantEs. « Cachez ces gueux que je ne saurais voir »...

Mais au-delà de leurs pitoyables mises en scène médiatisées, ces visites n'avaient que peu de rapport avec l'avenir des réfugiés de Calais dont l'un et l'autre se moquent éperdument. Sur fond de racisme et d'islamophobie galopantes, d'un électoral local en grande partie acquis aux idées du F Haine, il fallait bien que nos deux compères viennent faire leur numéro à Calais, réceptacle symbolique de tous les fantasmes, et de l'intolérance. Incapables l'un comme l'autre (et avec eux tous les dirigeants européens) de proposer un début de solution au drame humanitaire, sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, qui se joue aujourd'hui aux frontières du vieux continent, c'est – sans surprise – aux forces de l'ordre qu'ils étaient venus avant tout apporter leur soutien. À quelques nuances près, les deux discours étaient les mêmes:

démantèlement immédiat de la « jungle », dispersion de ses habitantEs dans des « centres d'accueil » pour une courte durée, reconduites aux frontières, placements dans des centres de rétention... Cette politique répressive et criminelle, déjà mise en œuvre par ce gouvernement et que la droite comme la « gauche » entendent encore durcir, ne fonctionnera pas. La liberté de circulation et d'installation, n'en déplaise à Mélenchon, font partie des droits fondamentaux inaliénables pour les internationalistes que nous sommes. De même, nous sommes résolument opposés au démantèlement du bidonville qui signifierait la dispersion des migrantEs et la fin de leur auto-organisation.

Aussi nous serons à leur côté ce samedi 1^{er} octobre à Calais pour exiger l'ouverture de la frontière avec l'Angleterre, l'arrêt des brutalités policières, la démilitarisation de la zone portuaire et la régularisation de tous les sans-papiers. « Open the border! » « bienvenue aux réfugiés! »

BIEN DIT
Ils doivent répondre de leurs actes. J'ai quand même failli mourir.

EMELINE BROEQUEVIELLE dans *Libération* lundi 26 septembre. 25 ans, ex-CDD de La Poste, elle reste partiellement paralysée suite à un AVC sur son lieu de travail. Elle a porté plainte pour « non-assistance à personne en danger », accusant les responsables du centre de distribution du courrier de Villeneuve-d'Ascq (Nord) d'avoir tardé à appeler les secours.

À la Une

Les voyous, ce sont l'État et les patrons qui licencient!

Mauvaise nouvelle pour Hollande: le nombre de chômeurs en catégorie A (demandeurs d'emploi sans aucune activité et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) a augmenté en août de 1,4 %, soit plus de 50 000 chômeurs supplémentaires dans cette catégorie.

Cela fait 3,5 millions de personnes. En ajoutant les autres catégories, on arrive à 6,2 millions de demandeurs d'emploi en août. Des chiffres qui font d'autant plus désordre qu'ils arrivent en même temps que la multiplication des annonces de plans « sociaux » et de suppressions d'emplois.

Jeu de massacre social

Tous les secteurs sont touchés: l'industrie (Alstom, General Electric, Latécoère, Vallourec, STMicroelectronics, Airbus), l'informatique (Hitachi, Intel, IBM), les banques (HSBC, Société générale, CCI), DCNS, Engie, SFR, etc. Une liste non exhaustive de dizaines de milliers de suppressions d'emplois « directs », dont l'impact social doit être multiplié par trois si l'on prend en compte les suppressions en cascade chez les sous-traitants, et dans toute l'économie locale.

Pour spectaculaires et médiatisées qu'elles soient, ces suppressions d'emplois viennent s'ajouter à celles des PME et aux plans sociaux invisibles que sont les ruptures conventionnelles (plus de 30 000 par mois). En 1994, 58 % des 840 000 licenciements étaient liés à des motifs économiques. Aujourd'hui, les licenciements pour motif personnel (faute, insuffisance professionnelle ou inaptitude) sont à peu près trois fois plus nombreux que les licenciements pour motif économique...

De fait, la bourgeoisie est à l'initiative dans un permanent et gigantesque Monopoly industriel et économique. La plupart des grands groupes réalisent aujourd'hui une majorité de leurs productions et bénéfices dans les pays « émergents », là où les « coûts » salariaux sont les plus faibles. En Europe de l'Est, le différentiel moyen est de 50 % avec les pays capitalistes « avancés », et il est plus

important en Chine, et bien plus encore au Bangladesh... Les avantages des pays capitalistes « avancés » en termes d'infrastructures, d'appareil de formation et d'importance des marchés, expliquent en grande partie le maintien de productions. Les coûts de circulation des marchandises et les pressions sociales (mobilisations des salariéEs) et dans certains cas politiques (pression des gouvernements) viennent en complément.

Gesticulations

Les réponses politiques de droite comme de la gauche institutionnelle sont semblables: face à la concurrence mondialisée, pas d'autre solution que d'aider les entreprises, c'est-à-dire les capitalistes, à flexibiliser l'emploi, baisser les « charges », préserver l'emploi en France, l'emploi des « Français »...

Le cas d'Alstom est emblématique. Face à l'annonce du PDG de quasi-fermeture du site de Belfort, tous proposent de remplir le carnet de commandes « françaises », oubliant ou faisant mine d'oublier que, comme dans tout groupe international, les choix de sites sont fait en fonction

des profits, et non des emplois... De plus, le cas d'Alstom ne peut être traité isolément de celui de l'ensemble des éléments de la filière ferroviaire actuellement livrée au néolibéralisme. Tout au plus s'agit-il de gesticulations dans le cadre de la campagne présidentielle, avec l'éventualité pour Hollande d'apparaître, même provisoirement, comme le sauveur d'Alstom...

Construire la riposte

Loin de ces postures, des mesures radicales dans lesquelles les premierEs concernéEs, les salariéEs, se reconnaissent, des mesures qui leur donne envie de se mobiliser, s'imposent. Au cœur, l'interdiction des licenciements et la réduction massive du temps de travail, sans baisse de salaire.

C'est la dictature patronale, au cœur de la propriété capitaliste qui, par la recherche du profit, la mise en concurrence, provoque les licenciements. C'est pourquoi nous défendons l'idée d'exproprier les entreprises qui licencient. La production et son organisation doivent être confiées aux salariéEs afin de satisfaire les

besoins sociaux, sous contrôle de la population, des usagerEs. C'est une évidence pour le rail et le transport urbain.

Mais de telles mesures ne peuvent être mises en œuvre qu'avec un rapport de forces favorable aux exploités. Le premier obstacle est donc un certain fatalisme, de la résignation. Et il n'est pas sûr que l'agitation politique autour d'Alstom favorise la mobilisation.

La manifestation de 7 000 personnes, samedi 24 septembre à Belfort, a montré une volonté de résistance. Dans les semaines qui viennent, celles et ceux qui sont concernés par des licenciements doivent se rencontrer, s'épauler, préparer ensemble des initiatives qui donnent confiance. La colère accumulée et affirmée lors de la mobilisation contre la loi travail, celle qui monte contre la répression, peuvent se renforcer et permettre la construction de mobilisations qui commencent à changer le rapport de forces. Avec une première étape à l'occasion du rassemblement de soutien aux Goodyear les 19 et 20 octobre à Amiens.

Robert Pelletier

ALSTOM: DÉSORMAIS L'ÉTAT VA ÊTRE PLUS VIGILANT...



CONGO

« Kabila akende! » (Kabila dégage!)

Les troubles sanglants qui se déroulent en République démocratique du Congo (RDC) sont liés à la volonté du président Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir, malgré un bilan catastrophique, tant au niveau social que sécuritaire.

Empêché de briguer un troisième mandat, comme prévu par la Constitution, Joseph Kabila n'a pas la possibilité de la modifier, contrairement à ses pairs, du fait de sa fragilité politique même si dans son camp, certains se sont prononcés pour.

Aussi la solution trouvée a été de retarder au maximum l'échéance électorale par de nombreuses manœuvres dilatoires. D'abord en instaurant un recensement obligatoire de la population comme prérequis à l'élection, ce qui fut rejeté par la Cour constitutionnelle; ensuite

en inversant l'ordre des élections, plaçant les locales et provinciales avant les présidentielles et, pour compliquer le tout, en initiant une politique de décentralisation administrative.

Devant l'impossibilité de procéder à l'élection présidentielle, et pour éviter la vacance du pouvoir, la Cour constitutionnelle a estimé que Kabila pouvait rester à son poste au-delà de son mandat qui doit prendre fin le 19 décembre. L'opposition a appelé la population à descendre dans la rue une nouvelle fois pour exiger le départ de Kabila.

Une opposition divisée

L'opposition est hétéroclite. Une partie d'entre elle est constituée d'opposants historiques: c'est le cas d'Étienne Tshisekedi qui lors de son retour à Kinshasa, la capitale, a reçu un accueil triomphal. D'autres opposants sont liés à la dernière guerre du Congo, comme Jean-Pierre Bemba, condamné par la Cour pénale internationale pour crime de guerre dans un pays voisin, la Centrafrique. D'autres encore viennent du camp de Kabila, notamment les deux ténors Vital Kamerhe, ancien président de l'Assemblée

nationale, et Moïse Katumbi, riche homme d'affaire, ancien gouverneur du Katanga et propriétaire du club de foot du TP Mazembe, très populaire dans le pays. Inutile de chercher des différences idéologiques ou programmatiques, il n'y en pas ou peu. Par contre, ils ont en commun leur ambition présidentielle.

Lorsque Kabila a proposé l'ouverture d'un dialogue national, son but était, d'une part, de faire légitimer le retard des élections présidentielles et, de l'autre, de diviser l'opposition entre ceux qui vont y participer et ceux qui boycottent.

Un monde à changer

LES LOUPS DU CAPITAL. Que les dirigeants des grandes institutions internationales (FMI, etc.), de l'Union européenne et des États, soient au service du capital ne souffrent guère de discussion. Jour après jour, ces membres de l'«élite» passent leur temps à rivaliser dans la compression des salaires et la dégradation des droits sociaux.

Dans le même temps, certains n'hésitent pas, à titre personnel, à franchir des lignes jaunes. Ainsi à Madrid a débuté, lundi 26 septembre, le procès de Rodrigo de Rato y Figaredo. Directeur général du Fonds monétaire international (FMI) de juin 2004 à octobre 2007, celui-ci s'était recasé dans la banque. Avec 65 autres dirigeants et membres du conseil d'administration de Bankia, il aurait détourné plus de 12 millions d'euros entre 2003 et 2012, usant de cartes bancaires non officielles pour des dépenses illimitées et non déclarées au fisc. Sacs de luxe, hôtels étoilés ou fiestas en discothèques... Par ailleurs, pour un autre dossier, Rodrigo Rato est

poursuivi pour escroquerie, abus de biens sociaux, faux en écriture et usage de faux. Un ex-directeur général du FMI, ce n'est pas rien... Quant à l'ex-président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, on savait déjà qu'il avait été embauché dans la banque américaine Goldman Sachs. Des fuites récentes montrent que durant sa présidence, il était en liaison permanente avec la banque qui lui faisait passer des notes confidentielles sur les changements à apporter aux politiques de l'Union européenne. Nelly Kroes, ex-commissaire européenne à la concurrence, a, elle, «oublié» de déclarer qu'elle dirigeait une entreprise située aux Bahamas, un paradis fiscal tropical, durant son mandat. En France, nous avons Cahuzac, mais d'autres sommités, ont, à titres divers, des rendez-vous périodiques avec les juges : Sarkozy, Christine Lagarde... Dès lors, rien d'étonnant à ce que prospère le «tous pourris». Rien n'est plus urgent que de redonner l'espoir de rompre avec ce système infernal.

ENTREPRISES

Profits et trésor de guerre

La croissance économique reste faible. L'OCDE (organisation de coopération et de développement économique), qui regroupe les grandes puissances économiques (hors Chine), vient ainsi de réviser à la baisse ses prévisions. Pour la France, l'Insee vient de fournir une nouvelle estimation du deuxième trimestre 2016 (le PIB a diminué de 0,1%) qui rend encore plus douteuse la prévision de croissance du gouvernement pour l'année. Par ailleurs, notamment dans la zone euro, règne un climat déflationniste (les prix augmentent très peu) significatif de tendances latentes à la surproduction.

Mais le profit des entreprises dépend aussi de la plus-value extorquée aux salariéEs et de la rentabilité du capital. De ce point de vue, pour ce qui est de la France, le taux de marge des entreprises s'est redressé, signe que les salaires restent à la traîne. Quant à l'utilisation du capital, si on se limite à l'industrie, bien que la production ait profondément reculé depuis 2008 (de l'ordre de 15%), le taux d'utilisation des capacités de production tend à progresser, ce qui est significatif du fait que des installations importantes ont été mises au rancart (tous les ans le nombre d'usines qui ferment est nettement supérieur à celles qui ouvrent), même si cela n'est

L'appréciation de la situation des entreprises est un exercice difficile dans le moment actuel. Elle dépend du contexte économique général mais pas seulement...



Les affaires reprennent... DR

pas suffisant du point de vue du capital, comme en témoignent les plans en cours (Alstom n'en est qu'un parmi d'autres). Ces observations vont dans le sens d'une stabilisation, voire d'une hausse du taux de profit. Celle-ci est confirmée par les calculs que l'on peut faire à partir des données de l'Insee : le taux de profit des sociétés non financières en France (pour la partie française de leur activité), en baisse depuis la fin des années 1990, est stabilisé depuis 2011 et remonte en 2015. Ce calcul souffre certes de diverses limites. C'est une moyenne qui concerne toutes les sociétés (hors banques). Or les taux de profit peuvent varier selon les secteurs

ou les tailles d'entreprise. Ainsi les grandes entreprises ont les moyens de pressurer leurs sous-traitants, et elles ne s'en privent pas...

Rentabilité à court terme

Par ailleurs, les grands groupes sont de plus en plus internationalisés : selon une étude récente sur les sociétés du CAC 40 (les 40 plus importantes cotées en Bourse à Paris), la France représente en 2015 environ un quart de leur chiffre d'affaires (26%, soit 10 points de moins qu'en 2006). Une partie importante de leurs profits sont donc réalisés à l'étranger. La même étude montre que, malgré la crise, la faible croissance de la production et des prix, le chiffre d'affaires des sociétés du CAC 40 a augmenté en moyenne de 2% par an depuis dix ans et, que, en 2015, hors les entreprises de l'énergie (affectées par la baisse des prix du pétrole), ce chiffre d'affaires a progressé de 6%. Leur rentabilité reste plus faible qu'avant la crise, mais l'amélioration est là, comme en témoigne la hausse de leur marge opérationnelle (qui mesure la rentabilité des ventes) : comme l'écrivent dans leur langage les auteurs de l'étude, les «nombreux plans d'économies ou

d'efficacité mis en place semblent ainsi porter leurs fruits».

Enfin, ces grandes entreprises se sont nettement désendettées en moyenne et ont accumulé près de 26 milliards d'euros de trésorerie. Un analyste cité par le journal financier *les Échos*, note qu'«elles ont accumulé un petit trésor de guerre et on peut espérer qu'elles le réinvestiront à l'avenir». Ce que les entreprises vont faire de ces réserves est une des questions qui se posent pour l'avenir. Un rapport récent d'un organisme des Nations unies (la CNUCED) paru ce mois-ci souligne que la croissance des bénéfices ne s'accompagne pas, notamment dans la période la plus récente, d'une hausse des investissements. Ce rapport incrimine une recherche de plus forte rentabilité à court terme par les actionnaires et les dirigeants. Au-delà de l'incertitude de ces chiffres et des problèmes d'interprétation qu'ils soulèvent, une conclusion se dégage : il y a un rétablissement partiel et inégal de la santé des entreprises... mais la course à la rentabilité va continuer avec son cortège de suppressions d'emplois et de fermetures d'établissements.

Jacques Cherboung et Henri Wilno

Répression importante

Mais les manœuvres du clan Kabila ne s'arrêtent pas là, il joue aussi sur la répression de masse contre les manifestations de rue, déjà en janvier 2015, et contre celles qui se sont déroulées dernièrement, avec un bilan meurtrier de plusieurs dizaines de morts. La répression est aussi ciblée contre les dirigeants des partis politiques de l'opposition et contre les militants de la société civile, notamment ceux de Filimbi et de Lucha qui, à l'image de Y'en a marre au Sénégal ou du Balai citoyen au Burkina Faso, tentent de mobiliser la jeunesse pour imposer l'alternance politique.

Les méfaits du clan Kabila ne s'arrêtent pas uniquement aux manigances minables et sanglantes pour rester au pouvoir. Les populations, notamment celles des régions de l'est du pays, continuent à subir des

massacres de différentes milices qui sévissent. À juste titre, les feux de l'actualité se sont focalisés sur la région de Beni où des villageois, y compris les enfants, ont été massacrés à coups de machette. Les autorités imputent ces crimes à une milice islamiste qui vient de l'Ouganda. Si effectivement cette dernière a une grande part de responsabilité, des enquêteurs indépendants ont mis en lumière que, non seulement la hiérarchie militaire de l'armée congolaise, les FARDC, ont ordonné de ne pas agir, mais pire certains éléments de ces FARDC ont activement participé à ces tueries en lien avec des règlements de comptes entre des factions de l'armée congolaise profondément divisée. Ces enquêteurs ont aussi prouvé les complicités entre les FARDC et la milice des FDLR, formée par les anciens génocidaires du Rwanda voisin,



Kinshasa sous tension lundi 19 septembre. DR

qui écumant la région du Kivu en se rendant coupables de nombreux crimes, notamment de viols. La situation sociale et économique n'est guère brillante, la croissance s'est ralentie sous l'effet de la chute des prix des matières premières, notamment le cuivre. La corruption

massive qui place le pays au 176^e rang (sur 188), selon la Banque mondiale, et le taux de pauvreté qui touche plus de 63% de la population, restent un scandale majeur qui met en lumière le bilan peu reluisant de Kabila et de son gouvernement.

Paul Martial

Le chiffre

35%

C'est, selon une enquête du ministère du Travail, le pourcentage d'«actifs occupés» qui signalent avoir subi un comportement hostile dans le cadre de leur travail au cours des 12 derniers mois. Parmi les victimes, plus d'une femme sur cinq indique avoir subi ce comportement à cause de son sexe. 8% des femmes déclarent avoir subi un comportement sexiste au travail.



Agenda

Samedi 1^{er} octobre, manifestation de solidarité avec les migrantEs, Calais. À 14h, départ du bidonville «la Jungle» jusqu'à la place d'Armes.



Samedi 1^{er} octobre, manifestation contre l'EPR, Flamanville. À 14h, départ de Siouville plage jusqu'à la centrale nucléaire.

Samedi 1^{er} octobre, réunion publique, Guigamp. Avec Armelle Pertus, à 19h 30 salle de la mairie à Saint-Laurent-Bégard.

Samedi 1^{er} et dimanche 2 octobre, foire régionale de la Saint-Michel, Louviers. Le NPA aura un stand durant tout le week-end de foire.

NO COMMENT

Si les Français le connaissaient dans son intimité, il serait élu avec 90% des voix. C'est un homme extrêmement attachant, qui a du bon sens.

Le chanteur DIDIER BARBELVIEU à propos de Nicolas Sarkozy, en interview dans *le Figaro* du vendredi 23 septembre

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PROTECTION SOCIALE «Sauver la Sécu» pour mieux la tuer!



Célébrer la Sécu... et l'enterrer? DR

«L'histoire de ce quinquennat, c'est la fin des déficits sociaux. La droite avait multiplié les franchises et creusé le déficit. Nous aurons sauvé la Sécu.» dixit Marisol Touraine, la ministre de la Santé et des Affaires sociales...

Les comptes de la Sécu sont une nouvelle fois instrumentalisés par le gouvernement. La Cour des comptes dénonce l'intégration d'un surplus de recette de la CSG à ses comptes, «un procédé comptable discutable, opportuniste, de nature à fausser l'appréciation de la réalité du redressement». Le «trou abyssal» a été agité par les divers gouvernements... qui ont multiplié les exonérations de la part patronale des cotisations bien supérieures au déficit. Cette fois, c'est un excédent artificiel qui est créé afin de présenter à la commission européenne un déficit du budget public inférieur à 3%.

Le gouvernement fait preuve d'encore plus de cynisme lorsqu'il prétend «sauver la Sécu», alors que des dispositions l'étouffent à petit feu. Ainsi les mesures concernant le recul de l'âge du départ à la retraite à 62 ans et l'allongement de la durée de cotisation ont été maintenues et aggravées. Le gouvernement a donné son agrément à l'accord Agirc-Arrco qui oblige à partir en retraite à 63 ans pour éviter une baisse significative de sa pension. Le blocage du montant des retraites incite ceux qui en ont les moyens à souscrire à des complémentaires privées, notamment des fonds de pension. De plus, en raison des remboursements, la part des dépenses de ville remboursée par la Sécu continue à diminuer et les complémentaires santé se développent. Enfin, la modulation des prestations familiales selon le revenu des familles est une atteinte au principe d'universalité des allocations familiales. À l'avenir, un décret portant sur le plafond des allocations à taux plein suffira pour réduire le montant des allocations d'un plus grand nombre de familles.

En 2017, saignée de l'hôpital public et austérité généralisée

Après les 3,4 milliards d'économies en 2016, Marisol Touraine a annoncé les premières mesures pour 2017 : «un effort» de 4 milliards d'euros par des «gains d'efficacité».

La Fédération hospitalière de France dirigée par des directeurs d'établissement s'inquiète du «transfert du déficit sur les établissements hospitaliers. (...) Les hôpitaux sont engagés dans un plan inédit par son ampleur et son exigence (1 milliard en 2016) alors que les tensions sur les dépenses sont extrêmement fortes.»

À contre-pied du gouvernement, le rapport de la Cour des comptes est alarmiste : «le déficit élevé de la Sécurité sociale est une anomalie singulière». Pour 2017, il préconise 6,1 milliards d'euros d'économies par «une maîtrise accrue des dépenses de santé», notamment en donnant plus de pouvoir aux complémentaires pour «réguler des dépenses». Il demande «des ajustements progressifs et continus du système de retraite». Il dénonce vigoureusement la gestion de la Sécu et l'absentéisme du personnel.

57% de ses recommandations ayant été respectées ces trois dernières années, la vigilance et la mobilisation s'imposent!

S. Bernard

À GAUCHE DU PS Présidentielle : une issue en forme d'impasse

Les manœuvres de Mélenchon et du PCF, le premier pour s'imposer comme le seul candidat possible à la présidentielle à la gauche du PS, le second pour préserver au mieux ses intérêts aux législatives, s'inscrivent dans une perspective institutionnelle qui ne répond pas aux besoins des travailleurs.

Le torchon brûle entre les dirigeants du Parti communiste et Mélenchon et son équipe. Lors de la fête de l'Humanité, Mélenchon avait refusé de rencontrer publiquement Pierre Laurent en expliquant qu'il y avait entre eux une «divergence stratégique de fond». Pierre Laurent, avait-il dit, «croit aux primaires de toute la gauche», pas lui. Le 15 septembre, Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, publiait sa «réponse à Jean-Luc Mélenchon» sur sa page Facebook. Le lendemain, Libération titrait : «Mélenchon et le PCF, une rupture à rallonge». Interviewé par l'Humanité le 20 septembre, Mélenchon n'a pas cherché l'apaisement.

Petits jeux politiques

Sans doute pour s'amuser et créer une complicité contre le principal courant politique de l'extrême gauche, Mélenchon avait, à la fête de l'Humanité, accusé Pierre Laurent de faire «du trotskisme des années 70» en mettant «tout le monde au pied du mur» sur la question de l'unité. Piqué au vif, Dartigolles avait répondu très sérieusement que Pierre Laurent, militant de l'UEC dans les années 1970, ne pouvait être suspecté d'être proche des trotskistes avec qui il avait au contraire des contacts «rugueux». Les accusations de «trotskisme», c'étaient des «propos de couloir»,



Jean qui rit, Jean qui pleure... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

a répondu Mélenchon dans son interview à l'Humanité, démenti par la rédaction qui note qu'ils avaient été tenus devant plusieurs chaînes de radio et télé. Et Mélenchon de conclure sans rire et avec cynisme : «Où est l'offense? Je rappelle que j'ai été trotskiste.» Sur leur désaccord, de fond prétend-il, Mélenchon campe sur ses positions. «De leur côté, les porte-parole du PCF me dénigrent sans relâche depuis sept mois. Je n'ai jamais répondu. Un fossé a été creusé. Mais notre divergence est politique. Le PCF a voulu les primaires de toute la gauche, cela n'avait pas de sens. La vie a tranché. La vérité, c'est que la direction communiste a pris sa décision depuis longtemps de ne pas me soutenir. Le 5 novembre

(date de la conférence nationale du PCF - NDLR), le PCF ira de son côté. Le seul résultat de sa campagne aura été de me rendre la tâche plus difficile. Mais d'autres communistes m'ont aidé de toutes leurs forces. Le bilan reste positif.»

Mélenchon veut s'imposer comme le seul candidat possible à la gauche du PS, voire comme l'homme providentiel – ou plutôt présidentiel – au-dessus des partis dont il rejette l'ingérence et le contrôle. Les dirigeants du PCF, eux, visent les législatives, et veulent préserver leurs intérêts de parti et d'appareil en ne brûlant pas toutes leurs cartes du côté d'une alliance possible avec ce qui pourrait sortir des «frondeurs» du PS. Voilà ce que Mélenchon appelle un désaccord

stratégique. Mais sur les perspectives et le programme, il n'y a pas vraiment de divergences entre eux.

Une perspective institutionnelle illusoire

Mélenchon se réjouit de la prise de position de Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble, pour qui «il n'y a pas d'autre solution que Mélenchon» comme il s'est réjoui de l'appel à soutenir sa candidature «Faisons Front commun» de quelques militantEs, dirigeantEs du PCF et d'Ensemble, d'intellectuelEs, publié le 7 septembre. «Il n'y a pas de troisième voie sérieuse entre le PS et Mélenchon», affirme Éric Coquerel. Probablement et c'est d'ailleurs ce que disent souvent celles et ceux qui cherchent dans les élections à venir un moyen d'exprimer leur écœurement du gouvernement Hollande-Valls. Mais il serait illusoire de croire que Mélenchon, qui se situe en permanence sur le plan électoral et sur le terrain du nationalisme relooké en «protectionnisme solidaire», remédierait aux injustices qu'il dénonce ou mettrait un coup d'arrêt à l'offensive des classes possédantes contre les droits sociaux et démocratiques des travailleurs.

«C'est cela, fédérer le peuple, résume Éric Coquerel, lui désigner son adversaire commun – la rente, l'oligarchie financière – et donc son intérêt commun à renverser par les urnes ce système qui met en concurrence les biens et les personnes.»

Les urnes? Pas de quoi faire peur aux capitalistes et aux banquiers. Les mots «classes possédantes» et «travailleurs», ne font pas partie de leur vocabulaire. Ni non plus les luttes, les mobilisations et leur généralisation, l'affrontement nécessaire, la rupture. La seule voie réaliste dont Philippe Poutou sera le porte-parole. **Galia Trépère**

À regarder de près les différents programmes des sept candidatEs, chacunE à leur manière défendent la même politique économique et budgétaire. Juppé l'a même reconnu lors du campus de LR à la Baule : «Nous proposerons tous une baisse des impôts, la simplification des règles, la restauration de l'autorité de l'État, la maîtrise des dépenses publiques.» Certaines questions autour du triptyque sécurité-islam-immigration les diviseraient, mais en fait pas tant que ça...

Toujours plus pour le Medef et les actionnaires

La durée légale du temps de travail est dans la ligne de mire de tous ces candidats, à commencer par Fillon qui propose de «la remplacer par des négociations au sein de l'entreprise avec un accord majoritaire des salariés ou des syndicats».

Tous proposent également de baisser les impôts, sans dire ouvertement que seules les entreprises en profiteront puisqu'ils proposent également d'augmenter dans le même temps la TVA, l'impôt le plus injuste. L'ISF serait également supprimé dans le programme de 6 des 7 candidats. Les cadeaux fiscaux aux entreprises seront aussi accentués. Juppé propose ainsi d'amplifier la politique de Hollande qui, rien que pour cette année 2016, a octroyé plus de 20 milliards d'euros aux entreprises.

Pour baisser le chômage et «relancer la compétitivité», Juppé, Sarkozy et tous les autres proposent toujours les mêmes vieilles recettes : la baisse du «coût du travail», le recul de l'âge de la retraite (entre 64 et 65 ans)... On connaît le résultat d'une telle

ÉLECTIONS Une droite bien primaire...

Les 20 et 27 novembre, une primaire choisira le candidat de la droite à la présidentielle. Sept sont encore en lice, mais quel que soit le finaliste, les acquis du monde du travail, les plus pauvres, les immigrés et les étrangers, seront attaqués.



politique : plus de 6 millions de chômeurEs!

La baisse des dépenses publiques (de 90 milliards à 110 milliards selon les candidatEs) est également au cœur de leur programme. Et à priori, ils ont tous trouvé la formule magique : supprimer les postes de fonctionnaires... 300 000 pour Sarkozy et Juppé, 600 000 pour Fillon et Le Maire.

Sans oublier leur accords pour aligner les régimes privés et publics de retraite, supprimer les régimes spéciaux, baisser la fiscalité du

capital, réformer l'aide médicale d'État, rétablir les jours de carence pour les fonctionnaires, diminuer les aides sociales ou encore pour instaurer la dégressivité des allocations chômage...

Fuite en avant raciste et sécuritaire

Face aux attentats, à la droitisation du gouvernement, et à la poussée idéologique du FN, la majorité des candidats puisent dans les recettes les plus réactionnaires. Tous semblent

vouloir renouer avec une république autoritaire. Dans ce sens, Sarkozy veut imposer à «tout jeune de dix-huit ans qui n'aura pas d'emploi ou de formation» un «service militaire où il apprendra à se lever tôt, à respecter la discipline et même à parler français»... Copé, tout comme Fillon, propose «uniforme pour tous, levée du drapeau, chant de la Marseillaise»... à l'école.

Tous sont évidemment en guerre, avec un «ennemi» clairement ciblé, le musulman, l'étranger. Il faut donc interdire le voile à l'université pour Sarkozy, Copé et Kosciusko-Morizet; interdire le burkini, réformer le droit du sol et le limiter, mettre les fichés S en centre de rétention pour Le Maire, Copé et Sarkozy; ou encore réformer le regroupement familial en le rendant quasiment impossible. Cela sans oublier les diatribes sur l'identité française et les «ancêtres gaulois» de Sarkozy.

Dans ce casting, Juppé veut se distinguer : candidat de «la France heureuse», sans diviser les Français... tout en donnant des gages d'autoritarisme dans son programme : lutte contre la criminalité, construction de 10 000 places de prison, encadrement du droit du sol, réécriture des accords de Schengen...

Quel que soit le candidat final, il n'y aura évidemment rien de bon à en attendre.

Sandra Demarcq

Qui l'a emporté? Est-ce le plus voyou, Trump, spécialiste des émissions de télé-réalité, milliardaire réactionnaire et raciste, ou Clinton, soutenue par tout l'establishment, plombée par son propre passé comme par le bilan d'Obama? La discussion passionne les médias mais les travailleurs et les classes populaires, les Noirs et les minorités opprimées, étaient bien absents de ce débat. Ils n'ont pas à choisir entre la peste et le choléra.

Exacerbation du racisme

La semaine qui a précédé le show, malgré l'état de siège décrété par le gouverneur de la Caroline du Nord et le déploiement des militaires de la Garde nationale, des manifestations tournant à l'émeute ont eu lieu à l'initiative de Black lives matter pour dénoncer l'assassinat de Keith Lamont Scott, un Noir de 43 ans, par un policier à Charlotte. Les vidéos que la police a dû rendre publiques démontrent à l'évidence que rien ne peut justifier son comportement criminel. Ce meurtre est survenu deux jours après un autre crime de la police, dans l'Oklahoma, qui a entraîné la mort de Terence Crutcher.

Ce racisme omniprésent renvoie à une dégradation globale des conditions de vie et à l'échec complet d'Obama à le combattre, mais aussi à un climat politique xénophobe et sécuritaire dont Trump s'est fait le champion. Ce dernier cherche à gagner la sympathie de l'électorat afro-américain, mais il ne peut masquer son racisme. Tout cela ce serait la faute à la drogue...

Hillary Clinton et Barack Obama jouent les bons sentiments, vantent l'unité du peuple américain pour mieux masquer leur échec. Loin de reculer, le racisme «s'institutionnalise» parallèlement à l'augmentation du taux de chômage des Afro-Américains qui est deux fois

USA Show politicien, Wall Street et son monde...

Lundi, les deux principaux candidats à l'élection présidentielle du 8 novembre ont tenu leur premier débat. D'un côté la démocrate Hillary Clinton, de l'autre Donald Trump pour le Parti républicain. Le match de boxe politique a recueilli une énorme écoute aux USA et dans le monde... Un match truqué: à tous les coups, y compris les plus bas, Wall Street ramasse la mise...

OBAMA AURA APPORTÉ UNE PROTECTION SOCIALE AUX AMÉRICAINS...



plus élevé que le taux de chômage moyen.

Attentat et démagogie sécuritaire

Ce racisme est encouragé par le climat politique créé autour des attentats qu'instrumentalise et exacerbe Trump. Les derniers attentats de New York et du New Jersey, l'arrestation du principal suspect le 20 septembre, Rahami, un Américain de 28 ans arrivé d'Afghanistan à l'âge de sept ans, qui se présente lui-même comme un djihadiste désirent mourir en martyr et fait l'éloge de Ben Laden, vient alimenter la campagne xénophobe et sécuritaire.

Pour Trump, c'est simple: il faut fermer les frontières afin de stopper l'immigration. « Nous allons devoir être très durs. [...] Nous avons été faibles, notre pays a été faible. Nous avons laissé entrer des dizaines de milliers de personnes ». Il cultive la peur et les inquiétudes. Là encore, Clinton et Obama n'ont d'autre réponse que les bons sentiments: « Souvenez-vous que des millions et des millions d'Américains sont des citoyens naturalisés venus du monde entier. Il y a des millions d'Américains musulmans pacifiques et qui n'ont aucun problème avec la loi. [...] Surtout, je veux dire aux Américains: Soyons vigilants, n'ayons pas peur. » Ils font

la morale aux classes populaires mais n'ont aucune réponse face à leur catastrophique bilan alors qu'Obama poursuit les guerres de Bush.

Les 99% contre les 1%

Clinton n'est pas plus crédible sur ce terrain que quand elle prétend avoir une politique sociale progressiste face au protectionnisme, «First America», de Trump. Sous la présidence d'Obama, la prétendue reprise économique s'est accompagnée d'un accroissement des inégalités et d'une dégradation des conditions de travail et de vie. La démagogie de Trump se nourrit des déceptions engendrées par la politique d'Obama. Le vote pour Clinton ne s'oppose en rien à la menace qu'il représente. Pour s'opposer au recul social et politique, les travailleurs, les classes populaires, les Afro-américains, les minorités opprimées, ont besoin d'une claire conscience de leurs propres intérêts de classe. La politique du moindre mal, le vote Clinton, est le plus court chemin pour aggraver le mal. La seule réponse à l'offensive de Wall Street, est de s'organiser, se mobiliser pour enrayer la régression sociale, le racisme, l'insécurité, mettre fin aux guerres, défendre une politique pour les 99%.

Yvan Lemaître

RUSSIE Élections sans surprise, offensive continue

Les élections qui se sont tenues le 18 septembre pour la chambre basse du Parlement russe (la Douma) ont été marquées par la participation électorale la plus faible (48%) de toute l'histoire post soviétique...

C'est notamment dans les grandes villes que le désintérêt pour les élections a été le plus criant, la participation électorale se soldant à 35% dans les circonscriptions de Moscou, et à 32% dans celles de Saint-Petersbourg. À titre de comparaison, en 2011, quand les fraudes électorales avaient entraîné des actions massives de protestation, la participation électorale avait été de 66% dans la capitale.

Bilan de ces élections: Russie unie, le parti pour lequel Vladimir Poutine a appelé ouvertement à voter, obtient un nombre record de députés (345 sur 450). Les quatre autres partis qui seront représentés dans la nouvelle mouture du Parlement – dont les xénophobes de droite du Parti libéral-démocrate de Russie (le LDPR de Vladimir Jirinovski), le Parti communiste (KPRF) et le parti Russie juste de centre gauche –, représentent ce «consensus de Crimée» qui soutient le Kremlin dans l'immense majorité des questions de politique intérieure et internationale. Ils sont totalement dépendants de l'administration présidentielle pour la détermination de leur orientation. Deux partis de l'opposition libérale – Iabloko et le Parti de la liberté du peuple – ont

totalisé ensemble moins de 3% des voix et donc échoué à obtenir des députés.

Pour le régime de Poutine, ces élections n'avaient d'importance que sous deux aspects: le maintien d'un faible niveau de politisation de la société et la garantie d'une hégémonie totale de gouvernance à la Douma, dans un contexte où la crise économique s'approfondit et où le gouvernement prépare des «réformes impopulaires». L'arrière-plan social sur le fond duquel s'est déroulée la consultation électorale a tout pour inspirer les craintes: en août, les revenus de la population pour l'année en cours avaient chuté de 8,3%, alors que plus de 20 millions de personnes étaient déjà sous le seuil de pauvreté. Un des consultants néolibéraux les plus en vue de Poutine, l'ancien ministre des Finances Alexeï Koudrine, a ouvertement exprimé l'espoir que le nouveau Parlement fasse preuve de «responsabilité» et devienne au plus vite «le moteur» de réformes, au rang desquelles l'augmentation de l'âge de départ à la retraite.

Tout sécuritaire

L'apathie politique dont ces dernières élections ont témoigné, est liée non seulement au pessimisme en ce



Champagne pour les uns, misère pour les autres... DR

qui concerne les possibilités que le système change et au discrédit général qui pèse sur l'institution parlementaire russe. Cette apathie est également liée à la conviction que toute alternative à Poutine mène au chaos et à la guerre civile. La peur du changement, voilà l'argument propagandiste privilégié du pouvoir, depuis des années, qui avec quelque efficacité parvient à contenir l'expression du mécontentement face à la chute du niveau de vie et aux différenciations sociales brutales au sein de la société.

L'élection de ce Parlement impuissant, totalement lié aux volontés du Kremlin, a son importance en tant que test pour les présidentielles de l'année 2018: Vladimir Poutine compte bien les remporter avec un score triomphal. Il mise pour cela sur la plus grande dépolitisation des élections, leur transformation en un plébiscite en faveur de l'ordre existant. Le Kremlin cherche à s'assurer que

les protestations de l'année 2011 ne se répéteront pas, non seulement en s'attachant à préserver le niveau d'apathie politique, mais aussi en renforçant les mesures répressives. Ainsi, au début de cette année, une nouvelle structure a été fondée, la garde nationale, dont la fonction essentielle est la répression d'une irruption éventuelle des masses. Aujourd'hui, la presse russe fait état de discussions sur un éventuel plan de renforcement des forces spéciales, par la création d'un nouveau ministère de la Sécurité nationale (le nom même renvoie de façon alarmante à l'institution de l'époque stalinienne). Le fait que le résultat de ces élections était prévisible ne devrait duper personne. Ce qui s'annonce, c'est-à-dire la poursuite de la dégradation du modèle capitaliste post-soviétique, aussi bien sur le plan économique que politique, n'est pas de bon augure.

De Moscou, Ilya Boudraitskis (Traduit par Michèle Verdier)

ROYAUME-UNI

Derrière la nouvelle victoire de Corbyn

Moins d'un an après avoir été élu dirigeant du Parti travailliste, Jeremy Corbyn a gagné de nouveau et de manière encore plus éclatante (62%) qu'en 2015.



Corbyn et ses partisans à Liverpool début août. DR

En juin, lors d'un vote de confiance, 172 députés de son parti avaient voté contre lui (avec seulement 40 pour) et plus de la moitié de son «cabinet fantôme» avait démissionné. Depuis sa première élection en 2015, ces députés, acquis au socio-libéralisme de Tony Blair, ne supportent pas qu'un «gauchiste irresponsable» ait kidnappé «leur» parti, et ne cessent de lui mettre des bâtons dans les roues en attendant le moment propice pour le déloger. Et depuis un an, les médias mènent contre Corbyn une campagne de dénigrement d'une rare violence qui s'est encore amplifiée ces derniers mois.

Mais malgré tous ces obstacles, des dizaines de milliers de personnes (plus de 100 000 depuis l'annonce de l'organisation de l'élection) continuent à adhérer au Parti travailliste, la plupart pour soutenir Corbyn, le candidat qui a mené campagne sur une plateforme clairement anti-austérité, antiraciste et antiguerre. Par leur nombre, leur diversité et leur enthousiasme, les meetings de la campagne de Corbyn ont été encore plus impressionnants que ceux de l'année dernière et tranchent avec la faiblesse des meetings de son opposant et avec l'histoire récente du parti: des jeunes, des vieux, d'anciens militantEs, des nouveaux venus à la politique... Ainsi, 10 000 personnes à Liverpool et des meetings d'un millier de personnes dans de toutes petites villes.

Élu avec plus de voix que la dernière fois, Corbyn se trouve maintenant à la tête d'une organisation de 550 000 membres, le plus grand parti de gauche d'Europe.

Accident ou révélateur d'une lame de fond?

En 2014, le Parti travailliste avait changé les règles pour l'élection de leur dirigeant pour réduire le poids du vote des syndicats affiliés et pour en donner plus au vote des membres et des sympathisantEs qui pouvaient voter en payant 3 livres (4 euros). Les dirigeants socio-libéraux du parti étaient convaincus que ceux-ci les avaient suivis dans leur dérive droitière et les soutiendraient dans leur projet de se détacher des liens historiques avec le mouvement syndical ou du moins de son influence, et éliraient donc un des leurs.

En 2015, la victoire écrasante de Corbyn avait montré à quel point ils avaient mal compris ce qui se passait dans le pays. Avec toutes les différences qui peuvent exister entre chaque pays, le phénomène Corbyn ressemble beaucoup à ceux de Syriza, Podemos ou de Bernie Sanders... La radicalisation de millions de personnes dans les mouvements altermondialistes, anti-guerre, anti-crise, dans les occupations des places, etc. a mené à l'espoir d'un changement global par un débouché électoral. Cette nouvelle élection vient de le confirmer.

Pour la suite, beaucoup dépendra de l'attitude de Corbyn et de ses soutiens. Depuis 2015, plus de 250 000 personnes ont adhéré au Parti travailliste. Malgré ses qualités de militant de terrain très intègre, ses longues années de parlementaire au sein d'un parti qui privilégie les élections pour changer le monde, pèseront sur Corbyn, avec la tentation de faire des compromis avec la droite du parti et d'appeler ses soutiens à focaliser leur énergie sur une victoire électorale... dans quatre ans!

L'alternative serait que les centaines de milliers (à l'intérieur et à l'extérieur du parti) qui ont été enthousiasmés par sa campagne, s'engagent dans les mobilisations pour résister aux attaques violentes des conservateurs dès aujourd'hui et entraînent ainsi le Corbyn «militant de terrain». La gauche anticapitaliste et révolutionnaire britannique aura un rôle important à jouer pour que ces résistances s'organisent dans l'unité la plus large et pour que la confiance qui naît des victoires concrètes puissent changer réellement le rapport des forces.

Ross Harrold

Le titre de ce dossier, ce sont les mots d'ordre de la manifestation qui se tiendra le 1^{er} octobre à Flamanville dans la Manche. Ce rendez-vous est très important: il doit constituer une première démonstration de force pour exiger à la fois l'abandon pur et simple de l'EPR en construction à Flamanville et la fermeture des centrales, à commencer par Fessenheim. C'est un choix politique, guidé par la volonté de se doter de l'arme atomique à la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui a fait de la France le pays le plus nucléarisé avec plus de 75% de sa production électrique assurée par le nucléaire. Les premiers réacteurs ont d'abord été construits pour fournir le plutonium nécessaire à la bombe atomique. Ce choix a aussi dicté une politique de surconsommation et de gaspillage énergétique, par exemple en généralisant le chauffage électrique. Depuis c'est la fuite en avant pour construire et exporter toujours plus de centrales. Aujourd'hui, le gouvernement français et EDF se félicitent de la décision du gouvernement britannique de construire deux réacteurs EPR à Hinkley Point. C'est un choix politique, une décision nette et franche qui permettra d'arrêter la folie nucléaire et de répondre aux besoins réels en électricité exclusivement à partir d'énergies renouvelables. Mais cette décision politique, ce ne sont pas les marchandages électoraux qui l'arracheront: seule une mobilisation puissante pourra l'imposer. Nous savons, surtout depuis Fukushima, que la catastrophe est inscrite dans le choix de cette énergie. En France, avec un EPR plus qu'inquiétant avant même d'être terminé, avec un parc de réacteurs vieillissant, la question n'est pas de savoir si on sortira du nucléaire, mais dans quelles conditions et à quel coût humain et environnemental. Soit cette sortie sera tôt ou tard imposée par un accident dramatique. Soit l'arrêt du nucléaire est décidé et mis en œuvre au plus vite, en développant de manière volontariste les énergies renouvelables et en déployant un vaste programme d'économie d'énergie alliant isolation des bâtiments, interdiction de la publicité, efficacité des appareils électriques, traque systématique de toutes les pertes et gaspillages... L'entêtement pro-nucléaire du gouvernement français montre l'ampleur du rapport de forces nécessaire pour lui imposer ce second choix, pourtant le seul possible. Il est urgent que la mobilisation nationale, visible, massive pour sortir du nucléaire occupe réellement le devant de la scène.

Dossier réalisé par le Commission nationale écologie

**Tous
au rassemblement
du 1^{er} et 2 octobre 2016
à Flamanville**



**Non à l'EPR, non au rafistolage
des réacteurs !**



énergie de destruction massive !

L'EPR ET SES (NOMBREUX) DÉBOIRES

Le fiasco de l'EPR symbolise aujourd'hui le naufrage du nucléaire civil français, mais aussi l'inanité de la politique énergétique du pays.

Une faillite financière

Comme tous les grands projets inutiles imposés, le coût de l'EPR a été largement sous-estimé puisqu'il est passé de 3,4 milliards d'euros lors de la présentation du dossier par EDF en 2004... à 10,5 l'année dernière. Et ce n'est pas fini ! À Hinkley Point en Angleterre, le coût a plus que doublé pour atteindre maintenant 24,5 milliards d'euros. Du coup, les usagers devront payer deux fois le prix actuel de l'électricité pendant 35 ans. Ces surcoûts mènent à la faillite: Areva, c'est de facto déjà fait, et EDF s'en rapproche dangereusement, au point que le directeur financier, Thomas Piquemal, a démissionné en mars dernier pour ne pas cautionner les risques pris par l'entreprise avec le projet anglais. Et 6 500 travailleurs auront perdu leur emploi d'ici 2017.

Un désastre industriel

Alors que les EPR étaient censés placer EDF et Areva en leaders mondiaux du nucléaire, leur construction a mis en évidence leur incapacité à mener ces projets à bien. Les malfaçons ne se comptent plus: mise en œuvre défectueuse du béton ou du ferrailage, soudures mal faites ou « anomalies » dans le couvercle



Lors d'une précédente manifestation contre l'EPR de Flamanville. DR

des cuves en acier, éléments clés des réacteurs. L'EPR finlandais est exempt de ce défaut car la cuve a été fabriquée par Mitsubishi et pas par Areva, mais pas les deux EPR chinois. Ce défaut est rédhibitoire et ne peut pas être rafistolé, comme l'ont été par exemple les trous dans le béton. Mais changer une cuve, une fois en place, nécessiterait de démolir l'enceinte du réacteur. Il est prévisible que l'ASN donne un blanc-seing à EDF malgré le risque pour la sécurité.

Les travailleurs, premières victimes

La logique de la sous-traitance en cascade a été poussée à l'extrême, avec 80% des travaux confiés à des entreprises qui ont elles-mêmes sous-traité. Selon les époques, ce sont des centaines d'ouvriers d'Europe de l'Est (Roumanie, Pologne principalement) ou du Portugal qui travaillaient sur le site dans des conditions déplorables,

jusqu'à 15 heures de travail par jour, des ouvriers sans couverture sociale, du travail dissimulé qui a mené plusieurs entreprises en correctionnelle. Deux accidents mortels ont endeuillé le chantier (un intérimaire salarié par Tissot, sous-traitant de Bouygues, a fait une chute de 18 mètres et un salarié d'Endel est lui aussi décédé quelques mois plus tard d'une chute de 10 mètres).

Une catastrophe environnementale

Conçu après l'accident de Tchernobyl, l'EPR est supposé répondre aux normes de sécurité... des années 1990, revues à la marge suite aux attentats du 11 septembre 2001 à New York et à la catastrophe de Fukushima. Mais tous les experts s'accordent pour dire qu'aucun des 58 autres réacteurs ne résisterait au crash d'un avion de ligne chargé en kérosène (ainsi évidemment que les piscines dans lesquelles est

stocké le combustible usagé). Sans parler des multiples maillons faibles du confinement (ouvertures, traversées de réseaux...). De plus, l'EPR, comme 22 autres réacteurs d'EDF, est conçu pour fonctionner au MOX, un combustible encore plus dangereux que l'uranium.

Une filière ridiculisée

Les dernières centrales nucléaires construites en France datent des années 1990. Aucune industrie ne peut se permettre de laisser passer des dizaines d'années sans production. Sinon elle risque de perdre tout son savoir-faire. EDF décide donc de lancer le programme EPR en 2004. Peu importe qu'il n'y ait aucune utilité, EDF est passée maître dans la création de besoins (chauffage électrique, aujourd'hui voitures électriques), ou que la rentabilité ne soit pas assurée par rapport aux énergies renouvelables, puisque les usagers paieront... Mais EDF/Areva a maintenant démontré qu'elle ne sait pas construire une centrale. En Finlande, on en est à 9 ans de retard, avec un surcoût de 6 milliards d'euros et les Finlandais réclament des milliards en dommages et intérêts. Le contrat signé avec Londres fait porter tous les risques à EDF. Démanteler l'EPR de Flamanville aujourd'hui sera long et cher, mais moins que le coût social et écologique. Une fois en fonctionnement, le démantèlement total sera quasi impossible, le coût astronomique, et le site pollué à jamais. L'EPR de Flamanville ne doit jamais être mis en service.

RAFISTOLAGE ET PROLONGATION: L'ÉPÉE DE DAMOCLÈS

Dans les 10 prochaines années, 42 des 58 réacteurs électronucléaires français vont dépasser les 30 ans, c'est-à-dire la durée pour laquelle ils avaient été techniquement conçus...

Selon EDF, qui veut prolonger leur durée de vie à 60 ans, aucun problème: les centrales seraient presque plus neuves aujourd'hui qu'à l'origine, les composants étant prétendument remplacés au fur et à mesure! Mais c'est loin d'être le cas pour toutes les pièces.

Des composants vieillissants et irremplaçables

Par exemple, au Tricastin en 2013, un joint d'origine, irremplaçable et devenu poreux avec le temps, a entraîné une contamination en tritium des eaux souterraines de la centrale. Encore plus problématique: le réacteur n°5 du Bugey, arrêté depuis l'été 2015 à cause d'un taux de fuite de l'enceinte de confinement en augmentation depuis plusieurs années. Cette enceinte est censée limiter les rejets radioactifs en cas d'accident majeur. Pour le moment, personne ne sait comment colmater la fuite due à la corrosion du revêtement d'étanchéité interne de l'enceinte. Enfin, les cuves des réacteurs, pièces maîtresses des centrales soumises à rude épreuve, sont impossibles à remplacer.

Des documents falsifiés

Si le vieillissement affecte des composants initialement en bon état, que dire des 400 pièces pour lesquelles Areva est soupçonnée d'avoir falsifié les documents de

FLAMANVILLE: DES ANOMALIES DÉTECTÉES SUR LES ÉQUIPEMENTS DE L'EPR



conformité? Selon Greenpeace (en juin 2016), plus de la moitié «*sont des pièces de gros équipements essentiels au fonctionnement des réacteurs: des éléments de la cuve, qui renferme le combustible nucléaire, de son couvercle, du pressuriseur qui maintient le circuit primaire sous pression, des viroles et calottes de générateurs de vapeur qui évacuent sa chaleur vers le circuit secondaire, etc.*». Selon le journal *les Échos*, la suspicion pèse sur 18 réacteurs, et notamment sur le réacteur n°2 de Fessenheim, arrêté depuis juin dernier pour cette raison.

Des éléments mal entretenus et dans un état préoccupant

C'est le cas des groupes électrogènes de secours dont le *Journal de l'énergie* révélait en mars 2016 qu'aucun n'est dans un état correct (44% en état dégradé et 13% en état inacceptable) d'après un

bilan fait par EDF en 2014. C'est le non-démarrage de ces mêmes diesels de secours qui a conduit à la catastrophe de Fukushima.

Le gouffre du grand carénage

Enfin, pour rendre le parc exploitable au-delà de 30 ans, EDF s'est lancé dans un chantier titanesque, le «*grand carénage*» dont le coût est évalué à 100 milliards d'euros selon la Cour des comptes. Dans ce cadre, à Paluel, un générateur de vapeur est tombé en mars dernier. Dans sa chute, cet élément de 465 tonnes et 22 mètres de long a endommagé la dalle de béton et la piscine de combustible du réacteur n°2. On ne sait pas si ce réacteur redémarrera un jour. Au-delà de ce cas spectaculaire, les générateurs de vapeur sont l'un des maillons faibles du dispositif. Au fil du temps, certaines tuyauteries se colmatent, et des parties sont fragilisées par les vibrations. Ainsi,

en 2015, EDF a détecté au bout de plusieurs mois un corps étranger à la base d'un générateur de vapeur du réacteur n°3 de la centrale de Cruas, ce qui a usé un tube à 75%! La catastrophe était proche: une rupture aurait entraîné des rejets radioactifs.

Ces quelques exemples montrent que le parc nucléaire actuel comporte donc des risques du fait de composants vieillissants qui ne peuvent être remplacés, mais également de composants censés être entretenus et qui ne le sont pas suffisamment. Par ailleurs, le programme même de rénovation comporte des risques. Désormais, les autorités considèrent qu'un accident est possible, et nous y «*préparent*» en augmentant les seuils de contamination et en proposant de «*restaurer une liberté individuelle vis-à-vis du risque radiologique*». Il est vraiment urgent d'arrêter le nucléaire!

EDF, C'EST LA CRISE!

Les démissions du directeur financier d'EDF le 6 mars et d'un des six administrateurs de l'État au conseil d'administration d'EDF en juillet 2016, ont presque totalement masqué la suppression de 8 000 emplois dont 4 200 en France, prévue sur les trois prochaines années.



La centrale à profit est en crise... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARC

EDF, ce sont 160 000 salariés dans le monde, 67 000 en France. L'énergie électrique nucléaire représente 82% de sa production en 2016, grâce à un parc composé des 58 réacteurs nucléaires (19 centrales) en France et de 15 réacteurs au Royaume-Uni. Avec un bénéfice net divisé par trois en 2015 et une action en forte baisse (-58% sur 5 ans), EDF subit la chute des prix du marché de gros de l'électricité et est sorti du CAC40 en décembre 2015. Fin 2015, la suppression des tarifs réglementés pour les entreprises a fait perdre à EDF 30% de parts de marché. Et son endettement s'envole (40 milliards, plus de la moitié de son chiffre d'affaire). À cela s'ajoute une fusion difficile avec Areva qui totalise de son côté 4,8 milliards de pertes, et qui dépend encore d'une sanction de la construction en Finlande) et de la conformité de la cuve de l'EPR de Flamanville. Deux objectifs loin d'être acquis!

Enfin, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit que la part du nucléaire dans le mix électrique mondial restera constante, soit de 6 à 10%. En conclusion, EDF dépend donc du soutien financier de l'État... qui n'a plus d'argent!

Au bord du gouffre, EDF fait trois pas en avant

Le parc nucléaire d'EDF est vieillissant. De 2014 à 2030, EDF devra assurer la maintenance de ses 58 réacteurs nucléaires afin qu'ils puissent fonctionner au-delà des trente années pour lesquelles ils ont été conçus. Facture estimée de ce «*grand carénage*»: jusqu'à 100 milliards d'euros. Deux à huit unités atteindront l'âge de 30 ans tous les ans entre 2020 et 2030. Cela signifie que, sans «*grand carénage*», 1800 à 7200 MW seraient retirés annuellement du réseau. Il faudra donc les compenser par de nouveaux outils de production, nucléaires ou pas. En plus, cerise sur la gâteau, la révision du coût du site de stockage de déchets nucléaires Cigeo à Bure a imposé à EDF une provision supplémentaire de 800 millions d'euros.

Faut-il sauver le soldat EDF?

Dans les années 1930, 200 entreprises privées assuraient la production de l'électricité, une centaine son transport et plus de mille sa distribution. L'approvisionnement et les tarifs de l'électricité étaient alors très différents selon les prestataires. La loi de nationalisation de 1946 a eu pour objectif d'assurer à toutes et tous la fourniture du courant au même prix (ce que l'on appelle la péréquation). La libéralisation de l'électricité effectuée ces vingt dernières années par les gouvernements de droite comme de gauche, avec le soutien des principaux syndicats et sous la pression des directives européennes, ont créé une situation proche de celle des années 1930. Selon l'Insee, près de 3,8 millions de ménages, soit 8 millions de personnes et 14,4% des foyers, sont considérés en situation de précarité énergétique.

Pour un service public garant de la péréquation, décentralisé et démocratique

Dans ce but, le NPA veut:

- Exproprier les grands groupes privés.
- Une production décentralisée, au plus proche des lieux de consommation et sous contrôle des entités locales, départementales et ou régionales.
- Des décisions prises de façon paritaire (État, collectivités, usagers) avec droit de contestation des projets.
- Une distribution nationalisée, avec fourniture gratuite basée sur les besoins fondamentaux et une facturation sur les dépassements de consommation.
- Des fonds pour la recherche et le développement des énergies renouvelables.
- Une politique du logement, du transport, de l'industrie, prenant en compte la consommation d'énergie.
- Planifier une décroissance globale de la consommation en appliquant les principes d'efficacité et de sobriété énergétiques.
- Un statut de service public pour l'ensemble des acteurs et salariés quel que soit leur secteur d'activité, au sein d'un service public unifié de l'énergie.

REFUSONS LE NUCLÉAIRE ET SON MONDE!

De Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand... Tous ont contribué au programme électro-nucléaire français. Plus que jamais, l'intérêt général exige qu'on arrête!

Cette voie privilégiée pour produire de l'électricité est une aberration économique, écologique et criminelle.

Aberration économique car les coûts exorbitants de construction, d'entretien et de prolongation des réacteurs, dépassent de loin les possibilités financières d'EDF endettée, des industriels de la filière en difficulté, et même de l'État.

Aberration écologique du fait des rejets permanents dans l'air, le sol, l'eau et de l'amoncellement des déchets toujours impossibles à éliminer ou à neutraliser. Les contaminations toxiques s'accumulent, s'écoulent, pénètrent partout et empoisonnent à petites doses, sur le long terme, les êtres vivants et l'environnement.

Aberration criminelle car les accidents majeurs (Three Miles Island, Tchernobyl, Fukushima) se sont traduits par des morts, des

malformations, des milliers de km² rendus inhabitables et de personnes déplacées, des centaines de milliards d'euros volatilisés.

Accident imminent?

Aujourd'hui, l'accident nucléaire est jugé probable en France par les autorités. Au nom de la rentabilité, EDF et les autres exploitants de la filière (CEA, Areva...) ont rogné sur les moyens techniques et humains pour assurer pleinement l'entretien et la sécurité des installations, effectués par des agents de moins en moins nombreux, des intérimaires et sous-traitants remplacés par des bataillons «*frais*» en cas d'irradiation...

Les préfets et les exploitants nucléaires ont aussi établi des «*plans particuliers d'intervention*» pour une zone... d'une dizaine de kilomètres autour des centrales... Au-delà, ce sera le sauve-qui-peut!



Société nucléaire, société totalitaire... PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

Assurer le droit à l'électricité pour tout le monde, lutter contre le réchauffement climatique

Le nucléaire est incapable de relever ce défi qui ne sera possible que dans le cadre d'un service public, sous contrôle démocratique des producteurs et des usagers, avec les agentEs EDF. Après 1945, les électricienEs ont su construire le réseau pour amener partout le courant. Leur savoir-faire est doublement utile: pour mettre en sécurité les réacteurs qu'il faut arrêter, et pour la reconversion

vers les énergies renouvelables. Ce sera «*emploi et écologie*». Avec en plus, la fierté bien légitime d'apporter l'électricité dans tous les foyers, sans nuire à la planète, sans dommage sanitaire, sans risque mortel.

Les organisations du mouvement ouvrier, les associations, les partis politiques doivent s'emparer de ce défi enthousiasmant et ne pas se laisser enfermer dans le piège du chantage à l'emploi si une centrale est arrêtée. L'urgence est de prendre la décision immédiate d'arrêter le nucléaire.

AIR FRANCE

Une chemise en travers de la gorge

Mardi 27 et mercredi 28 septembre a eu lieu au tribunal de Bobigny le procès des 15 salariés d'Air France suite à l'épisode de « la chemise » du 5 octobre 2015, épisode qui avait inauguré le réveil social dans notre pays.

Onze sont inculpés pour avoir enfoncé la grille et cinq pour violences... la direction d'Air France ayant de son côté déjà fait sa propre justice en licenciant cinq salariés (dont un qui n'est accusé de rien lors de ce procès...). Les débats ont duré deux jours. Du côté d'Air France, les deux cadres en lambeaux (Broseta et Plissonnier, par ailleurs fils de son père Gaston...) assistés par pas moins d'une dizaine d'avocats. De l'autre, les militants inculpés, soutenus par leurs collègues du fret et de la maintenance. Le visionnage des événements n'a pas montré grand-chose à part la grille, des mouvements de foule et la fuite des cadres. Le paradoxe est que, depuis ces événements, le plan de licenciements a été annulé, le PDG de Juniac et son DRH Broseta sont partis, et que le nouvel arrivant a découvert qu'il y avait rupture de confiance entre la direction et les salariéEs...



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Battre la répression antisyndicale

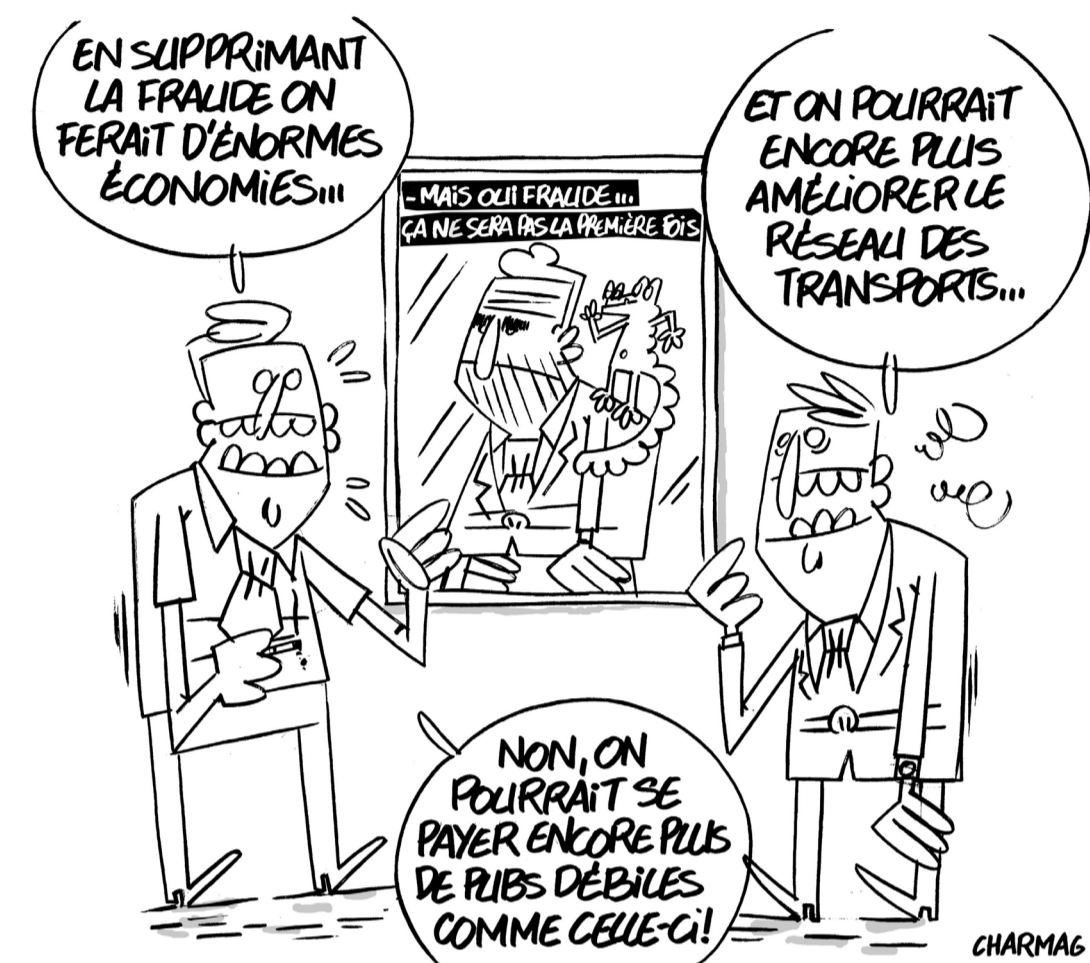
Il y a un an, le discours de la direction était qu'Air France allait mal, qu'il fallait licencier et continuer à saigner la compagnie, inaugurant ainsi la méthode de la loi El Khomri : s'appuyer sur la peur pour faire adopter des accords d'entreprise régressifs. Mais depuis, la vérité est là : Air France fait beaucoup d'argent, les avions sont pleins, et une intersyndicale réunissant tous les personnels s'est constituée et avance des revendications (achat d'avions, embauches, hausse des salaires, arrêt de la sous-traitance...). Mardi, durant le procès, s'est tenu un rassemblement d'un millier de syndicalistes. Prises de parole de l'intersyndicale Air France, suivie de celles de la CGT, de la FSU, de FO et de Solidaires ; une partie chantée avec aussi la participation du Théâtre de l'opprimé ; des syndicalistes, dont la CGT du Havre et Mickaël Wamen pour les Goodyear ; et enfin des représentants politiques : Nathalie Artaud, Pierre Laurent, Éric Coquerel et notre camarade Philippe Poutou. Tous ont mis l'accent sur la nécessité de battre la répression antisyndicale qui n'a jamais été aussi forte, avec un gouvernement qui la promeut et accompagne les patrons. Pour le NPA, Philippe Poutou, très applaudi, a mis l'accent sur les violences policières qui touchent tant les quartiers populaires que les luttes écologistes ou les manifestations contre la loi travail. Une répression qu'il faut arriver à battre par la convergence des luttes.

Jet Aelys

Défendre la gratuité des transports urbains publics

Alors qu'en Île-de-France, on organise une ridicule et culpabilisante campagne contre la fraude dans les transports, des collectifs réunis en mai dernier ont décidé d'organiser une journée nationale d'action pour la gratuité le samedi 15 octobre...

Le texte d'appel en est clair : « Les enjeux environnementaux, sociaux et sanitaires exigent des mesures d'ampleur et durables. Les effets du réchauffement climatique apparaissent de plus en plus concrètement au niveau planétaire. L'aggravation de la pollution aux particules fines a des conséquences alarmantes sur la santé. Les politiques d'austérité et de recherche de profit à court terme aggravent la précarité et le chômage. Les conditions d'accès au logement ont fortement contribué à l'étalement urbain, repoussant à la périphérie les familles modestes en quête de logement accessible. (...) La concentration des emplois dans les agglomérations allonge les déplacements et provoque des embouteillages. Si le niveau du trafic automobile a des conséquences graves sur la santé et l'environnement, il impacte de plus et fortement le budget des ménages. Nous avons besoin de nouvelles avancées sociales pour répondre à ces défis. Contre la marchandisation de nos vies, il faut faire grandir le sens de l'intérêt général et du service public. À l'instar de l'éducation et de la santé, nous avons besoin d'une extension de la gratuité qui garantit le libre accès aux transports de toutes et de tous, par un financement collectif. (...) C'est possible, une trentaine de villes en France l'ont déjà fait,



représentant environ 1,2 million d'habitants. Pour cela, il faut une volonté politique. Et comme pour toute avancée sociale d'importance, l'exigence de la gratuité des transports demande l'intervention de la population.»

La gratuité avance bien trop lentement

L'agglomération de Niort vient d'annoncer que ses transports en commun deviendront gratuits à partir du 1^{er} janvier 2017. En 2018, le passage à la gratuité est aussi prévu à Dunkerque. Face aux pics de pollution, la gratuité est instaurée quelques jours par an dans de nombreuses villes. Mais pourquoi se limiter à ces quelques jours,

puisqu'on reconnaît que la solution pour diminuer la circulation automobile est l'accès libre à des transports en commun efficaces ? L'argument principal, pas sérieux, est le coût que représenterait la gratuité. Un rapport d'information pour le Sénat de 2012 indique que le financement des transports urbains (entre 9 et 10 milliards par an) est assuré en moyenne à l'échelle nationale à 40% par les collectivités territoriales (les impôts locaux), à 40% par la taxe Versement transport (payée par les entreprises)... et à 20% par les usagers.

De plus, les décisions gouvernementales augmentent le prix des transports en commun. Le gouvernement Valls a exonéré en 2016 les entreprises de 9 à 11 salariéEs de la taxe Versement transport, après avoir fait passer en 2014 le taux de TVA de 7 à 10% sur les billets.

En outre, il est difficile de mesurer les profits générés par les délégations de service à Transdev et

Kéolis, qui détiennent, hors Île-de-France, entre 30 et 40% de parts de marchés. Comme l'écrit la Cour des comptes en 2015, « le partage des risques tant industriel (sur les charges) que commercial (sur les recettes) apparaît plutôt défavorable aux autorités organisatrices... » Quand on sait que les concessionnaires des sociétés d'autoroutes distribuent chaque année plus d'un milliard d'euros de dividendes à leurs actionnaires, on peut sans crainte affirmer que le passage en régie publique des 90% de réseaux privés permettrait de passer facilement à la gratuité. La part correspondant à l'achat des billets par les 27 millions d'usagerEs (part qui sert aussi à financer le contrôle du paiement...) est inférieure à 2 milliards par an en France.

Les déplacements sont essentiellement liés au travail et à la consommation. C'est donc ceux qui en profitent qui doivent financer : les entreprises doivent payer ! Patrick Le Moal

BRETAGNE De l'animation dans le mouvement social!

Le 19 septembre dernier, à l'appel d'une intersyndicale très large (CGT, UNSA, FSU, CFTC, SUD, FO), les animateurEs étaient appelés à la grève pour réclamer le retrait du décret du 2 août 2016 pérennisant les taux d'encadrement dérogatoires pour les accueils périscolaires (1 pour 14 enfants de moins de 6 ans et 1 pour 18 enfants à partir de 6 ans).

La plateforme reprenait aussi des revendications sur la professionnalisation de leurs métiers, la titularisation des animateurEs du public et l'exigence de véritables CDI pour celles et ceux du privé, la possibilité d'accès à la catégorie B de la fonction

publique, la création d'une catégorie A pour les missions de responsabilité, un vrai déroulement de carrière pour les ATSEM...

Lors de cette journée, une quarantaine d'animateurEs d'Ille-et-Vilaine (et de Bretagne) ont manifesté devant la mairie de Rennes, répondant à l'appel d'un collectif qui vient de se constituer, le Collectif des animateurs et précaires qui relayait localement l'appel de l'intersyndicale nationale.

Structurer et élargir

Venant des différents secteurs de l'animation, du secteur privé, des animateurEs volontaires, de la formation (éducation populaire), de l'animation périscolaire de la fonction publique territoriale, des ATSEM, ces manifestantEs représentaient bien toutes les facettes de ces métiers, exprimant à la fois les difficultés, l'aggravation de leurs problèmes depuis la mise en place des TAP (réforme des rythmes scolaires),

les revendications de la plateforme intersyndicale, ainsi que leur refus des abus de la part des employeurs (souvent des municipalités!) concernant le recrutement sur des contrats d'animateurs volontaires (comme pour les colos) de personnels affectés à des missions pérennes, l'usage de « lettres d'engagement » équivalentes à des contrats « zéro heure »...

Reçus en délégation à la DDCSPP, ils et elles ont été poliment écoutés... et ont promis de revenir le lundi 3 octobre pour obtenir des réponses... D'ici là, il est déjà prévu de se revoir afin de structurer et d'élargir le mouvement, de s'organiser, et de susciter le soutien à la lutte (l'AG de Rennes 2 s'est exprimée en ce sens). Bien entendu, le NPA ne manquera pas de leur apporter son appui.

Correspondant



Une banderole dans le rassemblement à Rennes. DR

UNIVERSITÉ

Sélection en master et à la fac : le gouvernement veut nous diviser

En plein cours de la mobilisation contre la loi travail, pour laquelle même le secteur étudiant était le premier mobilisé, le gouvernement applique en mai dernier le décret Mandon visant à autoriser la sélection des entrées en master 2.

Rappelé à l'ordre par le Conseil d'État pour illégalité, il autorise « temporairement » la sélection en master, afin de ne plus avoir affaire à la justice, le temps de trouver accord sur une réforme. Cette étape de sélection date de l'ancien modèle des études supérieures, qui s'est fait oublier lors de l'instauration du modèle LMD (licence-master-doctorat) en 2002.

C'est donc depuis presque quinze ans que la sélection persiste entre les deux années de master.

Najat Vallaud-Belkacem espère un consensus au plus vite pour lancer la procédure législative dès novembre 2016, et une application à la rentrée 2017. Si les promotions 2016-2017 subiront déjà le décret Mandon, trouver un consensus peut prendre bien plus de deux mois...

DISCRIMINATIONS RACISTES

Un système qu'il faut briser !

La question des discriminations racistes est parvenue timidement à se faire une place dans les médias – mais pas vraiment dans le débat politique – la semaine passée, avec la publication par le Défenseur des droits d'un rapport¹.

Que montre ce rapport ? Rien qu'on ne sache déjà, du moins pour ceux et celles qui ne se bouchent pas les yeux devant la réalité : les discriminations racistes sont structurelles, se produisent à toutes les étapes du parcours d'accès à l'emploi et leur impact est massif et profond, non seulement sur les carrières professionnelles mais aussi sur le vécu et la confiance des victimes. Seule une toute petite minorité d'entre ceux et celles victimes de ces discriminations disent avoir engagé des démarches pour faire reconnaître le tort subi et demander des réparations, ce qui en dit long sur le sentiment d'impuissance et d'illégitimité que partagent ceux et celles qui, en France, subissent le racisme au quotidien. On ne s'en étonnera pas, tant le déni concernant les discriminations racistes domine parmi les élites politiques (les victimes étant systématiquement accusées d'« exagérer »). Il est vrai que le constat ne cadre pas avec l'idée, serinée à longueur d'antenne par la droite, l'extrême droite et une partie de la « gauche », selon laquelle les immigrés et leurs enfants bénéficieraient de « privilèges » ou « voleraient le pain des travailleurs français »... Et lorsqu'on reconnaît (du bout des lèvres) ces discriminations, c'est pour en attribuer la responsabilité à quelques racistes mal intentionnés. Mais comment quelques comportements marginaux qui seraient le fait d'une poignée d'individus pourraient expliquer ce qui a l'ampleur d'un système discriminatoire ?

Explosion des inégalités

Une étude de l'INSEE datant de 2011 avait ainsi montré que le revenu annuel moyen d'un enfant d'immigrés dont l'un des parents au moins est originaire d'Afrique s'établissait à 15 960 euros, contre 22 550 pour les descendants d'immigrés européens et 22 810 euros pour les Français nés de parents français. En outre, 33,5% des premiers sont en situation de pauvreté (avec un revenu mensuel médian de 773 euros), contre 10,6% dans le reste de la population. Ajoutons que ces inégalités n'ont pu que s'accroître, puisqu'une étude a montré il y a quelque temps que, dans la période 2008-2014, les inégalités « ethno-raciales » ont explosé quant à l'accès à l'emploi. Mais une autre manière de dépolitiser la question s'est affirmée récemment, en substituant la problématique de la croissance à celle de l'égalité : les discriminations seraient mauvaises pour la croissance, la rentabilité, les profits, etc. Selon un groupe de réflexion associé à Matignon, « la réduction des écarts de taux d'emploi et d'accès aux postes élevés (...) permettrait un gain de 6,9% du produit intérieur brut (PIB), soit environ 150 milliards d'euros sur



Un mouvement antiraciste à construire. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

la base du PIB français de 2015 ». Tout est bon pour reléguer la lutte pour l'égalité. En réalité, c'est un système oppressif qu'il faut briser, parce qu'il dégrade les vies de millions de personnes et parce qu'il rend impossible une mobilisation large, durable et radicale contre un système qui nous exploite toutes et tous. Pour cela, les anticapitalistes et l'ensemble du mouvement ouvrier doivent populariser un programme de lutte contre les discriminations – du CV anonyme à des amendes lourdes contre

les employeurs en passant par des quotas et des réparations pour les victimes du racisme – mais aussi contribuer à la construction d'un mouvement antiraciste capable de créer un rapport de forces suffisant pour obtenir des victoires sur ce front.

Ugo Palheta

1 – Créée en 2008, cette « autorité constitutionnelle indépendante » ne fonctionne que depuis 2011 et a à sa tête Jacques Toubon depuis 2014. Autant dire qu'il ne s'agit pas d'une officine au service des opprimés...

LATÉCOÈRE TOULOUSE

Entre résignation et combativité

Que faire et comment se battre maintenant que deux fonds de pension, Apollo et Monarch, actionnaires majoritaires, viennent d'empocher 63 millions d'euros en vendant Latécoère Services, de fermer l'usine LATELEC de Louey en détruisant 70 emplois, et, dit-on, s'approprieraient à vendre le terrain du site historique de la rue Périole pour une juteuse opération immobilière ?

Pour le délégué syndical CGT de Latécoère, Florent Coste, il n'y a pas à tergiverser : défense du site et de tous les emplois. « La dette de 160 millions d'euros est un prétexte... Une entreprise qui s'endette, c'est signe de bonne santé dans un contexte où les trois majors de l'aéronautique, Airbus, Boeing et Bombardier ont programmé la fabrication de 30 000 avions d'ici 2030... Il y a du boulot pour 15 ans, pour embaucher et pas pour supprimer 400 emplois... », a-t-il argumenté la veille, 21 septembre, lors du débrayage de deux heures qui a rassemblé 80 travailleurs. Lui a fait écho Thou, « non syndiqué », qui a appelé ses collègues à « cesser l'activité ». Une trentaine de mains se sont



Dessin de C., compagne d'un travailleur de Latécoère

levées pour l'approuver. Mais aussi, en contrepoint, Henri, à quelques années de la retraite, qui, lui, en appelle « comme à Continental Clairoix, à se battre pour des primes de départ volontaire maximales... »

À suivre...

Un débat légitime entre travailleurs en lutte d'une boîte où pèse encore le « patriotisme d'entreprise » porté par un syndicat FO qui a accompagné tous les mauvais coups des patrons

depuis quarante ans. Mais le vent a tourné. La CGT est devenue majoritaire au printemps après une semaine de grève (150 grévistes) en décembre 2015 pour 50 euros d'augmentation uniforme des salaires. Initié par le syndicat CGT, un comité de défense ouvert à tous les soutiens extérieurs, auquel le NPA 31 participe, est en cours de constitution... Reste à construire une mobilisation gréviste majoritaire dans l'entreprise elle-même. C'était aussi le sens de l'intervention de Philippe Poutou, venu jeudi 22 septembre échanger avec la trentaine de salariés de l'entreprise qui avaient répondu à l'appel à débrayer de la CGT ce jour-là pour le rencontrer (voir article en page 10).

Correspondant

GUADELOUPE

Assassinat d'un élève de 15 ans, un drame social

Le meurtre, le 15 septembre dernier, d'un lycéen de 15 ans, poignardé par un autre jeune de son âge, devant un arrêt de bus pour lui voler son portable, a provoqué une grande émotion dans l'île.

Marche blanche d'un côté, envoi de renforts de gendarmerie et venue de Cazeneuve annoncée pour le 1^{er} octobre de l'autre, les véritables causes de la violence ont été plutôt occultées dans cette tragique histoire. Parmi les départements français, celui de Guadeloupe est celui qui concentre le plus d'homicides, détenant ainsi un triste record. Incontestablement, la violence contre les personnes est en recrudescence. Mais est-ce « parce que certaines cellules familiales sont défaillantes, parce que de plus en plus de jeunes n'ont pas de repères éducatifs et culturels, subissent la loi des gangs » et suffit-il de revendiquer des « offres éducatives, culturelles, artistiques et sportives fortes », comme l'écrivait le collectif appelant à la marche du 21 septembre contre la violence ?



Des jeunes protestent mercredi 21 septembre. DR

Est-ce que la solution est d'envoyer toujours plus de gendarmes, comme l'a annoncé et fait dans la foulée Cazeneuve, avec l'arrivée de 70 gendarmes le week-end qui a suivi le meurtre ? Certainement pas ! D'ailleurs, la police était présente devant le lycée lorsque le jeune lycéen a été tué. La sécurité ne peut être assurée par un gendarme derrière chaque habitant.

Violence sociale

Il faut plutôt chercher les raisons de cette violence du côté des 60% de chômeurs parmi les jeunes de l'île, qui n'ont aucune perspective d'avenir. En Guadeloupe, tout se dégrade : les services publics, l'eau qui manque dans les robinets, les transports en commun réduits à la portion congrue et qu'il faut attendre interminablement. Le chômage de masse est une violence sociale, « la violence mère de toutes les violences », comme le dénonçaient les jeunes manifestants sur leurs pancartes. Comme en métropole, mais d'une façon encore plus brutale, c'est la population qui subit la crise, alors que les possédants sont abreuvés de subventions de l'État et de l'Union européenne. C'est de ces aspects du problème, gommés par les pouvoirs publics, que des jeunes et moins jeunes ont appelé deux samedis de suite à discuter lors de réunions collectives à Pointe-à-Pitre, pour réfléchir ensemble aux solutions afin de sortir de cette spirale infernale.

Régine Vinon

Enfumage ministériel

Cet accord tant voulu par la ministre permettrait une réforme qui rétablirait selon elle, « une organisation cohérente des études, tournée vers la réussite ». Elle parle ainsi de « recrutement », qui n'est que synonyme de « sélection », car basé sur « la motivation, le niveau pédagogique et le projet de l'étudiant ». L'État veut ainsi mettre fin à une polémique autour de la sélection en imposant un autre terme, qui cache de fait la même logique. Sous couvert de vouloir proposer une formation post-licence à tous les étudiants, elle précise que la réforme doit tenir compte « des capacités d'accueil de ces masters, et, en même temps, [offrir] à chaque étudiant qui le souhaite la possibilité de poursuivre ses études au-delà de la licence ». En d'autres termes,

la sélection perdure et dirige les étudiants jugés « moins bons » vers des filières « plus abordables pour eux ». Par conséquent, il s'agit bien de « trier » les étudiants selon leur niveau et, en dernière instance, reproduire les inégalités que subit la jeunesse scolarisée !

Le droit au savoir pour touTEs !

Au-delà de la sélection en master, c'est l'accès aux études supérieures de manière générale qui est de plus en plus restreint. Des milliers d'étudiantEs se sont retrouvés sans fac à la rentrée 2015. Au mois de juin suivant, le logiciel APB (admission post bac) révèle une partie de son algorithme : priorité aux lycéenEs de la même académie que l'université voulue, et si les demandes restent trop nombreuses, il départage par tirage au sort.

Mais les coupes budgétaires et la précarité étudiante dans son ensemble organisent déjà cette sélection : réforme ou pas, c'est le droit même d'étudier qui est mis en cause. Si l'Unef défend face aux présidents d'université le droit de tous les étudiants d'accéder au master, il faut déjà défendre le droit de tous les jeunes de pouvoir accéder aux études supérieures. Battons-nous pour des universités ouvertes à tous les jeunes et travailleurEs, pour un savoir accessible à toutes et tous !

Manon

Article extrait de l'Étincelle anticapitaliste n°50, journal des jeunes du NPA



Après la loi travail, les facs de retour dans la rue ? PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

En campagne**Les comités en action!**

Montreuil (93) Le comité NPA-Montreuil-Interpro fait sa rentrée. Pari réussi pour notre comité né modestement il y a tout juste un an : une vingtaine de camarades et sympathisantEs se sont retrouvés le vendredi 23 septembre à l'occasion d'une réunion publique consacrée à l'actualité sociale et politique, au bilan du mouvement contre la loi travail et aux rebonds possibles dans la période actuelle, aux dérives racistes et sécuritaires observées suite aux attentats, sans oublier l'action de la municipalité dirigée par le PCF – avec la participation d'Ensemble – qui multiplie les mesures d'austérité et la chasse aux Roms. Soit un ensemble de problèmes en réalité imbriqués, à partir desquels nous avons essayé de réfléchir à une orientation cohérente qui fasse le lien entre nos perspectives révolutionnaires, la nécessité de construire un parti orienté vers cet objectif, et nos interventions quotidiennes évidemment tributaires de la situation et de ses difficultés.

L'initiative d'une réunion publique n'a pas seulement permis de nous remobiliser et d'apparaître largement à l'échelle de la ville en cette rentrée mais surtout de resserrer les liens avec un milieu plus ou moins proche. Des discussions autour d'un buffet ont permis de conclure chaleureusement cette soirée qui en appelle d'autres.

Clermont-Ferrand (63) Valls bien accueilli...

Vendredi 16 septembre 2016, le Premier ministre Manuel Valls est venue inaugurer en grande pompe le tout nouveau centre de recherche et d'innovation de Michelin à Ladoux. À l'appel de la CGT, un comité d'accueil lui a été réservé comme il se doit : 300 à 500 personnes y ont participé, pour une grande majorité des salariés des ACC et de Michelin. Étaient aussi présents des militants de FO, de Solidaires, de l'Unef, du NPA, LO, PCF (avec des élus), Nuit debout... pour exiger l'abrogation de la loi travail, l'arrêt des cadeaux faits au grand groupes industriels et pour empêcher les suppressions d'emplois. Les salariés Michelin ont distribué un tract pour dénoncer les restructurations dans leur entreprise où plus de 500 postes risquent de disparaître d'ici 2018, cela alors que Michelin a obtenu 67,2 millions d'aide de la part de l'État et s'est vu accordé la suppression par la municipalité et l'intercommunalité de la taxe foncière sur le centre de recherche de près de 1 million d'euros. Des banderoles aux revendications explicites : « *Le 49.3 pour sauver nos entreprises, pas pour enterrer la démocratie* », « *ACC/Alstom, même combat!* », « *Valls, Macron, El Khomri, collabos du capital* » et « *Pour les salaires, contre la casse de l'emploi, reconnaissance de la pénibilité* ».

Et les forces de police, déployées en nombre pour l'occasion, n'ont pas réduit la détermination des militantEs à se faire entendre auprès de Valls et de ce gouvernement. Pour le NPA, il est important de continuer le combat tous ensemble afin de construire et faire converger toutes les luttes sociales, antiracistes, écologiques «contre les projets inutiles» contre la répression et la violence policière.

La semaine de Philippe Poutou : la vie en rose... et noir!

Le collectif Sherby, ce sont de jeunes zadistes qui, depuis plus d'un an, occupaient à Blanquefort une bâtisse à l'abandon appartenant à la Région. Ils l'ont aménagée, rendu habitable, ont même fait un jardin, l'objectif étant d'y loger des familles à la rue, des familles sans-papiers, ainsi que de récolter des livres pour les écoles en Afrique, des vêtements pour les gens dans le besoin. Le collectif travaillait en lien avec les associations, avec RESF et même avec le Samu social qui parfois les appelait pour loger du monde... Depuis le début, ils sont menacés d'expulsion, mais ont tenté, sans succès, de négocier. Visiblement le PS qui dirige la Région, la ville, le département, avec un préfet au service d'un gouvernement, voit visiblement le service public autrement, en utilisant des forces de l'ordre...

Ainsi, le mardi 20 septembre, dès 5h30, des bataillons de gendarmes mobiles stationnaient... sur le parking de l'usine Ford! Puis au petit matin, cette armée est intervenue à deux kilomètres de là, entourant la bâtisse, et ont commencé l'expulsion des familles et des militantEs. Impossible pour nous d'approcher : on aurait dit qu'ils avaient trouvé un nid de terroristes... Tout un investissement de plusieurs mois bousillé, des familles délogées, des enfants scolarisés à Blanquefort qui risquent fort de ne plus l'être. Les familles ont été logées à l'hôtel quelques nuits, puis à la rue ou expulsées

Jeudi 22 septembre, le candidat du NPA était dans la ville rose, Toulouse. Deux jours plus tôt, il apportait son soutien à de jeunes zadistes dans la banlieue de Bordeaux.



Philippe échangeant avec les salariés de Latécoère. DR

du territoire. Quel gâchis! Mais les jeunes ne lâchent pas : ils se sont rassemblés à proximité, avec le soutien des voisins... mais pas celui de la mairie qui a accepté de les recevoir mais veut les empêcher de réquisitionner un autre endroit. La résistance continue. Ils ont un peu de soutien, dont la CGT de Ford Blanquefort. À suivre.

Ô Toulouse!

Le but initial de la visite de Philippe dans la ville était de soutenir les quatre inculpés de la campagne BDS qui passaient en procès (voir article dans *l'Anticapitaliste* n°350). Mais c'était aussi l'occasion de rencontrer les salariés en lutte de l'usine Latécoère. Plus de 300 emplois y sont menacés par un plan de restructuration de l'entreprise (voir article en page 8). La CGT du

site a donc appelé les salariés à débrayer pour venir échanger avec Philippe. Une trentaine de travailleurs sont sortis et une discussion fraternelle s'est engagée sur la mobilisation et ses perspectives. Philippe Poutou a pu faire part de son expérience de lutte contre les licenciements à Ford. L'échange a également permis de présenter les réponses du NPA sur la réquisition sous contrôle des salariés, sur la nécessité de développer un monopole public des transports en expropriant tant les patrons de l'aéronautique – comme à Latécoère ou Airbus – que ceux des constructeurs de train (en référence à la situation à Alstom Belfort). Philippe s'est ensuite rendu au rassemblement devant le palais de justice où se tenait le procès des quatre militantEs de la campagne

BDS. Alors que ce rassemblement était annoncé et déclaré depuis des semaines, la préfecture a annoncé son interdiction... à 10 heures du matin! Le dispositif policier mis en place à cette occasion était encore une fois délirant : circulation du tramway interrompue, barrières bloquant tout passage sur l'avenue, fouille des sacs et confiscation de tout matériel militant avant même le « contrôle classique » à l'entrée du tribunal. Et Philippe a dû abandonner ses flyers annonçant une initiative le 22 octobre autour de Georges Ibrahim Abdallah pour pouvoir assister à l'audience...

Enfin, nous avons terminé la journée au local du NPA où s'est tenue une réunion avec 80 militantEs et sympathisantEs. Deux camarades de Toulouse ont fait un point sur les luttes locales et la déclinaison des axes de campagne, Philippe intervenant ensuite sur la situation globale et les raisons de notre candidature. Nous avons ensuite débattu... et terminé cette riche journée en discutant autour d'un verre et d'un buffet.

Les militantEs présents étaient contents de cette journée et motivés pour la suite, et plusieurs sympathisantEs nous ont fait part de leur souhait pour certains de rejoindre le NPA et pour d'autres de participer à la campagne. Une initiative à reproduire partout où c'est possible.

CorrespondantEs

Souscription 2016**Contre leur monde, notre capital : notre solidarité!**

Pendant 4 mois d'un mouvement printanier exceptionnel a émergé, au delà d'une loi travail nous renvoyant plusieurs dizaines d'années en arrière, le refus politique du monde que cette loi symbolise et que l'État veut nous imposer à grands coups de violences policières, de répression judiciaire, d'idéologie sécuritaire et de racisme structurel...

Car jamais la régression sociale n'a été aussi logiquement liée à la régression démocratique. Pour la bourgeoisie, c'est l'état d'urgence. Pour préserver l'exploitation et l'oppression, il faut casser les droits sociaux et démocratiques de toutEs, mais

aussi le corps et l'esprit de tous ceux qui luttent et/ou ne sont pas assez blancs, chrétiens et gaulois... Ce refus de « *la loi travail et son monde* », cette rupture consommée entre une large frange de la population et le PS, cette nouvelle génération militante qui a émergé au printemps

dernier, voilà sur quoi les forces révolutionnaires doivent... capitaliser. Car notre camp social a aussi un capital : celui des dizaines de milliers de personnes qui luttent pied à pied, chaque jour, dans leur boîte, leur syndicat, leur association, leur collectif, leur parti. C'est un capital social fait d'auto-organisation, de solidarité, d'inventivité, d'intelligence et de radicalité pour construire notre monde socialiste. Mais la société étant encore ce qu'elle est, ce capital social a aussi besoin d'argent pour s'entretenir et se développer. Et si le NPA n'est qu'une partie de ce capital social, il œuvre constamment pour la victoire de notre camp social, dans l'unité et la radicalité. Soutenir financièrement le NPA, ce n'est donc pas seulement aider une organisation particulière,

mais soutenir l'ensemble de notre camp social.

La campagne de soutien financier au NPA durera, comme chaque année, jusqu'au 31 décembre. Elle sera l'occasion de « parler d'argent » dans les colonnes de *l'Anticapitaliste*... mais à notre manière.

Sylvain Madison

**Communiqué de presse du NPA****Soutien à notre camarade Guillaume Vadot. Il faut stopper l'escalade sécuritaire et répressive!**

Jeudi 22 septembre, Guillaume Vadot a été agressé par des policiers près de la gare de Saint-Denis (93), après avoir filmé avec son téléphone une arrestation musclée. Guillaume est doctorant et chargé de cours à la Sorbonne et un des animateurs du secteur jeune du NPA.

La tenu lundi 26 une conférence de presse dans laquelle il a réitéré son témoignage déjà largement diffusé sur la presse et les réseaux sociaux. Assisté par son avocat, M^e Slim Ben Achour, il portera plainte pour violences, menaces de mort et de viol, atteintes à la vie privée et abus d'autorité.

« *Ce qui est arrivé est malheureusement banal. Ce qui ne l'est pas c'est que ce soit arrivé à moi* », insistait Guillaume, déterminé à faire de son cas un moyen de dénoncer

l'escalade répressive en cours et l'impunité permises par l'état d'urgence et qui font des dégâts depuis bien longtemps, surtout dans les quartiers populaires, comme en témoigne le meurtre récent d'Adama Traoré. Présent dans la salle, Alain Krivine, membre de la direction du NPA, a insisté sur le fait que ce type de harcèlement policier est pratiqué de façon constante sur les habitants de Saint-Denis. C'est cette même escalade répressive qui condamne les salariés d'Air France, de Goodyear ou du Havre

et qui matraquait et mutilait encore hier les salariés et les jeunes qui se battaient contre la loi travail.

Le NPA est pleinement solidaire de Guillaume et partage l'indignation que les violences commises contre lui ont pu susciter. Il est temps que les organisations politiques, syndicales et associatives qui s'opposent au tout-sécuritaire fassent front pour défendre nos droits démocratiques contre le virage autoritaire en cours.

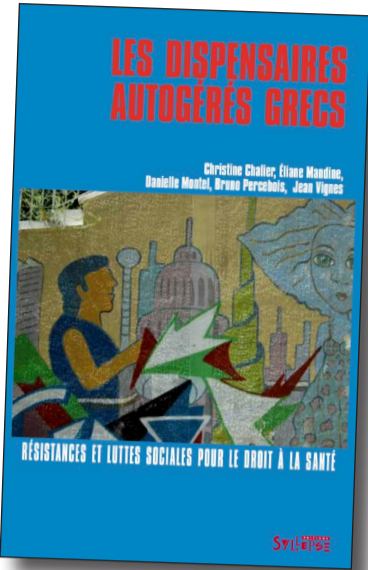
Montreuil le mardi 27 septembre

La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé.

Un lien pour donner en ligne:
<http://souscription.npa2009.org>

Une adresse pour envoyer vos chèques (à l'ordre de NPA souscription):
NPA souscription, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port, et si deux noms apparaissent sur le chèque, précisez à qui imputer le don).

Une adresse pour toutes vos questions: souscription@npa2009.org



L'idée d'écrire ce livre est venue suite à une délégation unitaire qui s'est rendue en Grèce en mai 2015 pour étudier le mouvement des dispensaires sociaux solidaires et leur apporter un soutien politique et matériel. Une activité de soutien qui avait déjà commencé depuis quelques années dans le cadre du collectif Solidarité France-Grèce pour la santé et dans différents collectifs en régions. En effet nous avions constaté avec le développement de la crise économique et les différents mémorandums imposés au peuple grec que ces structures apparaissaient comme des outils de résistance face à la dégradation massive des conditions de soins et face au recul de la protection sociale. Cette délégation en mai 2015 était particulièrement unitaire puisque en faisait partie des représentants politiques (PCF, PG, Ensemble, NPA), syndicaux (SMG, SUD santé sociaux, CGT Sanofi, Snesup-FSU), associatifs (coordination de défense des hôpitaux, Attac) et des membres inorganisés du collectif. Nous avons rencontré, quelques semaines après l'accession au pouvoir de Syriza, de nombreux acteurs de la santé (dispensaires, syndicalistes grecs,

Essai

Les dispensaires autogérés grecs. Résistances et luttes pour le droit à la santé, Christine Chalier, Eliane Mandine, Danielle Montel, Bruno Percebois, Jean Vignes

Syllepse, 2016, 8 euros

Entretien. Nous avons rencontré **Bruno Percebois**, un des auteurs de ce livre consacré à un des aspects essentiels de la résistance en Grèce : la lutte pour le droit à la santé.

ministre, groupe parlementaire de Syriza). Dans un contexte de bras de fer avec la troïka, on sentait une volonté de remettre en cause les politiques d'austérité. L'ensemble des éléments recueillis, les débats qu'ils font naître, nous ont amenés à penser qu'il fallait partager, et ce livre se veut ainsi une contribution aux débats.

Quel droit à la santé en Grèce ?

Il est particulièrement atteint sous deux aspects. Le premier, c'est l'effondrement du système public de soins. La liste est longue mais le nombre d'hôpitaux qui ont été fermés, la pénurie de matériel et de personnels, la fermeture de nombreux centres de santé, est réellement terrible. Il faut y ajouter les licenciements de personnels et le départ à l'étranger de nombreux médecins. Le deuxième aspect, c'est l'exclusion massive des dispositifs de protection sociale. Celui-ci est basé sur l'activité professionnelle et, en raison du chômage de masse, plus d'un tiers des Grecs n'ont plus aucune protection sociale. Les soins sont donc à la charge des malades et de leurs familles, quand ils peuvent payer. Les conséquences sont la réapparition de pathologies qui avaient quasiment disparu comme la malaria, la hausse des suicides, des maladies chroniques comme le diabète et l'hypertension qui manquent de traitements, la

flambée du VIH, des cancers au traitement raccourci, etc. *L'austérité tue*, a titré un ouvrage écrit par Sanju et Basay, sociologue et médecin britanniques. En ce qui concerne la Grèce, c'est une réalité. Alors que partout dans le monde, c'est le service public vers lequel se tournent les malades en cas d'austérité, il est concrètement criminel de le réduire de cette façon.

Quelles sont les résistances à l'austérité et aux mémorandums ?

Elles ont pris de nombreuses formes en Grèce depuis 2008. Le phénomène des dispensaires sociaux solidaires autogérés est une expérience de résistance assez inédite, qui mérite d'être connue et étudiée. Associant au niveau local des professionnels de santé volontaires et des membres de la population, ils se sont fixé pour la plupart un double objectif : fournir des soins, des médicaments, aux malades en ayant besoin, c'est la dimension solidarité, mais ce sont aussi des organes d'organisation de la mobilisation de la population pour le droit à la santé, etc. Donc une dimension militante importante avec une caractéristique : chacun dans le dispensaire peut participer à l'assemblée générale et décider des tâches de dispensaires, de ses choix, de son fonctionnement. Cette démarche essentielle a ainsi permis à de nombreuses personnes de rester

«debout», de ne pas céder et de ne pas plier face aux attaques. Elle a aussi entraîné une modification de la relation soignants-soignés qui fait écho à une époque où on «vend du soin» au lieu de «prendre soin».

Enfin, parle-nous de la solidarité internationale avec ces dispensaires.

Elle a pris de nombreuses formes en Europe : envoi de fonds, acheminement de médicaments et de matériel médical et paramédical... En France se sont constitués dans plusieurs régions des collectifs qui organisent ce travail de solidarité politique et matériel. Actuellement, nous préparons le départ d'une caravane de la solidarité. À partir de différentes régions s'organisent début octobre des actions pour la populariser et récolter des fonds. Ensuite les camionnettes et des militants convergeront pour le 15 octobre 2016 à Vénissieux pour une initiative à la fois politique avec Stathis Kouvelakis et Éric Toussaint, mais aussi festive, musicale, et qui se conclura par un repas. La faire connaître, envoyer des fonds est une manière de soutenir et de manifester sa solidarité avec le peuple grec.

Propos recueillis par S. Bernard

1- <https://solidaritefrancogrecque.wordpress.com> et <https://fr-fr.facebook.com/Solidarite-France-Grèce-pour-la-Santé>

Présentation du livre par ses auteurs jeudi 20 octobre à 18h30 à la librairie La Brèche

Revue

Z la revue itinérante d'enquête et de critique sociale n°10: Marseille. Bonnes femmes, mauvais genre

13 euros, disponible en librairie



Voilà un projet éditorial étonnant, celui lancé par l'équipe de la revue Z. Pour chaque numéro, la revue pose ses valises dans une ville différente. Une fois installés, ils mènent l'enquête et racontent à leur façon le territoire dont ils se sont emparés, donnant chaque fois la parole aux alternatives locales, aux expérimentations, mais aussi aux histoires locales. Ils regardent alors le monde depuis leur nouveau port, où ils jettent 'l'encre' le temps d'un numéro. Reportages, chroniques, bédés, interview se côtoient dans un joyeux bazar éditorial. Après Thessalonique, Vénissieux ou encore Toulouse, la revue pose cette fois-ci ses valises à Marseille. Et cette ville, ils vont la regarder du côté des femmes. Les auteurs rappellent que leur enquête a été menée peu après que la mairie de Marseille eut décidé d'inviter Jean-Marie Bigard, humoriste connu (entre autres) pour son sketch «*le lâcher de salopes*», à se produire à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes. Ambiance...

Au fil des pages, cette copieuse revue (220 pages) nous raconte l'histoire des «cagoules», filles de l'immigration italienne qui travaillaient vêtues d'un Cagoulo (une cagoule ou un tablier) et qui devaient parfois se prostituer pour survivre tant les salaires étaient bas. On nous raconte l'organisation d'une marche de nuits des femmes et de personnes trans, suite au viol de l'une d'entre elles. On croiera encore des militantes du Planning familial, des femmes de chambre travaillant dans l'hôtellerie de luxe, une émission de radio animée par un collectif non mixte, des assistantes maternelles, des musiciennes (puisque *les gentilles filles vont au paradis, les autres montent sur scène*). On lira encore un article sur la GPA, *le marché mondial des ventres*, qui dissèque les enjeux sociaux et financiers des pratiques de «mères de substitution» et des «parents d'intention». Un voyage un peu triste et parfois même désespérant... mais on attend déjà avec impatience la prochaine destination de la revue itinérante.

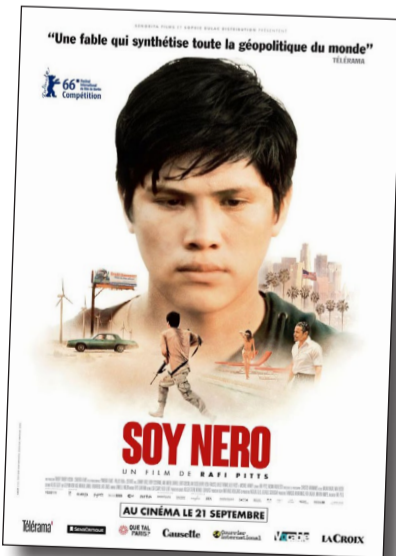
Pierre Baton

Cinéma

Soy Nero de Rafi Pitts

Avec Johnny Ortiz, Rory Cochrane et Aml Ameen. Sortie le mercredi 21 septembre

Le film commence et se termine par des images d'un désert où passent des hélicoptères. Le premier désert se trouve à la frontière américano-mexicaine, le second est irakien. Nero est né et a fait sa scolarité aux USA, il a été expulsé au Mexique comme immigrant irrégulier. Il veut y retourner et finit par réussir à franchir le mur frontalier. Refusant de vivre dans la précarité de faux papiers comme le fait son frère, il veut s'engager dans l'armée : un texte législatif (le Dream Act - Dream étant l'acronyme de l'intitulé du texte mais signifie aussi rêve en anglais) prévoit que les jeunes immigrés qui auront accompli une période militaire pourront recevoir la nationalité américaine. Beaucoup d'Hispaniques ont ainsi rejoint l'armée américaine après le 11 septembre 2001. Nero se retrouve donc en Irak. Il va vite se rendre compte que ses compagnons d'uniforme, de nationalité américaine mais souvent Noirs, ont fréquemment d'autres raisons que le patriotisme pour s'être engagés. Le générique de fin rend hommage à tous les «Green cards soldiers» qui, bien qu'ils aient servi dans l'armée US, ont été ensuite expulsés sous un prétexte quelconque.



Malgré quelques longueurs et maladresses, ce film présente un réel intérêt. Rafi Pitts est anglo-iranien, son scénariste est roumain et les producteurs du film allemands, français et mexicains. L'équipe du film est à l'image du scepticisme du metteur en scène sur les identifications nationales et les frontières : «*Vous vous rendez compte que cinq ans seulement après la chute du Mur de Berlin, se construisait celui de Tijuana. Où étaient passés la joie et les vivats de 1989?*» **Henri Wilno**

«La dé-fête du travail», images mouvementées, festival de cinéma d'Attac (14^e édition)

Comme le dit le site du festival : «*Alors que les générations précédentes avaient acquis au fil du temps de plus en plus de protections et de garanties associées au travail, on fait désormais machine arrière : recul de l'âge de la retraite il y a peu et aujourd'hui la "loi El Khomri" qui amorce le démantèlement du code du travail. Ce n'est là que le début d'une longue série de régressions sociales imposées par Bruxelles sous la pression des marchés financiers. Et c'est un gouvernement prétendument socialiste qui, bien loin de renouer avec l'esprit du Front populaire ou du Conseil national de la Résistance, a entrepris de nous empoisonner le travail...*» Attac est dans le camp de ceux qui ne se résignent pas à cela. Pour continuer la mobilisation, direction le cinéma 5 Caumartin, à Paris Saint-Lazare, du 30 septembre au 2 octobre. Au menu, des courts métrages dont *Le plan de bataille des financiers*, un sujet de François Ruffin réalisé par Olivier Azam / Les Mutins de Pangée ; des documentaires dont *Entrée du personnel*

de Manuela Fresil ; des débats dont «*Je travaille donc je suis*», «*Bientôt tous inscrits à l'insécurité sociale?*», «*Y a-t-il une vie après le salariat?*». Le tout accompagné du «*Ti time*» quotidien de la SCOP-TI (ex-Fralib) ! Et pour finir le mardi 4 octobre, une projection pour les scolaires de *Comme des lions* : il vaut mieux avertir tout de suite les plus jeunes... Informations complètes sur le festival : <http://imagesmouvementees.fr>



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

«Amiens les 19 et 20 octobre, un moyen de se regrouper, de s'unifier»

Entretien. Les 19 et 20 octobre, la CGT Goodyear appelle à se rassembler massivement à Amiens à l'occasion du procès en appel des 8 militants et salariés de Goodyear, dont **Mickaël Wamen** que nous avons rencontré. Les 8 avaient été condamnés à 9 mois de prison ferme en première instance le 12 janvier dernier...

Quels sens donnes-tu à la mobilisation des 19 et 20 octobre ?

Il faut d'abord bien comprendre que c'est inédit. C'est la première fois sous la 5^e République que des salariés et militants sont condamnés à la prison ferme pour avoir défendu leur emploi. On ne peut pas laisser passer cette condamnation scandaleuse. Ça pourrait ouvrir la porte à bien d'autres du même genre. C'est le premier objectif : nous voulons la relaxe.

Mais il faut comprendre aussi le contexte. Les cadres de Goodyear avaient retiré leur plainte, et c'est donc le procureur, c'est-à-dire ce gouvernement socialiste, qui nous poursuit et qui a exigé cette condamnation. Rebsamen avait d'ailleurs déjà autorisé nos licenciements, malgré les avis défavorables de l'inspection du travail et de la Direccte.

Le Medef et le gouvernement à ses ordres, avec l'ANI, les lois Macron, Rebsamen, El Khomri et bien d'autres, ont décidé de liquider les protections sociales et le code du travail. C'est le CDI, le repos du dimanche, la possibilité de se défendre au travail comme le droit de se soigner correctement, d'avoir une protection contre l'âge et le chômage qui sont attaqués. C'est un retour vers le 20^e siècle. Pour ça, il leur faut s'attaquer à toutes les libertés, en particulier dans le monde du travail : droit de grève, droit de manifester et liberté d'expression... Ils veulent faire de notre condamnation un exemple pour tenter d'intimider tous ceux qui tentent de relever la tête. Et cela d'autant plus qu'aujourd'hui ils craignent les révoltes que pourraient occasionner en cette rentrée une nouvelle et énorme vague de plus de cent plans sociaux. Surtout après les quatre mois de lutte de ce printemps contre la loi travail, qui n'est d'ailleurs pas finie, puisque le 15 septembre, on était encore là. Et c'est pas fini !

Notre condamnation est inacceptable. Mais il y a aussi de nombreuses poursuites et condamnations de militants syndicalistes auxquelles s'ajoutent ces derniers mois des centaines de poursuites en cours contre des jeunes et des syndicalistes qui ont manifesté ce printemps contre la loi travail. Tout cela a le même sens : le combat contre la loi travail et contre la répression des jeunes et des syndicalistes est le même. Le combat pour notre relaxe est donc le combat contre la loi travail, contre la répression, contre les plans sociaux en cours, et contre toutes les régressions sociales.

Tu souhaites unifier tous ces combats ? Notre combat pour la relaxe est central, essentiel, mais de fait, il unifie tous ces combats et plus encore. Le problème aujourd'hui, c'est qu'il y a plein de gens, de militants qui se battent mais chacun dans leur coin. La plupart de ces jeunes poursuivis pour les manifestations contre la loi travail se défendent isolés, en position de faiblesse, ou alors sont soutenus dans une ville mais pas au-delà. Alors oui, nous nous battons aussi pour l'arrêt des poursuites et la relaxe de tous ces jeunes et tous ces syndicalistes mais aussi des écologistes que Hollande a poursuivis au moment

de la COP21 et après, des zadistes, des migrants... et pour la mémoire de Rémi Fraisse, tué un 26 octobre pour ses idées.

Amiens les 19 et 20 octobre, cela peut être un moyen de se regrouper, de s'unifier. J'ai d'ailleurs proposé d'ouvrir une page Facebook pour faire ne serait-ce que la liste de tous les cas actuels de répression... mais aussi de plans sociaux. Et avec des camarades, on commence à le faire. On va essayer de contacter tous ceux qu'on peut. J'ai ainsi proposé aux camarades de l'Alstom de se mettre à leur service s'ils le veulent, y compris avec notre avocat. Et j'invite toutes les victimes des plans sociaux, tous ceux qui les combattent aujourd'hui, à se retrouver à Amiens. Ils pourront prendre la parole à la tribune. Ce sera aussi ça, Amiens : une tribune pour une défense collective contre les plans sociaux, sur le terrain de la lutte, mais aussi pourquoi pas juridique, des « class action » par exemple.

C'est un peu ce que devraient faire les confédérations syndicales, non ?

Oui, mais hélas, elles ne le font pas. Il y a à l'heure actuelle beaucoup de luttes dont pas mal gagnent, sur le terrain social comme juridique. Pour ne prendre que deux exemples récents, des camarades ont été réintégrés chez Bombardier après un procès, et les postiers de Rivesaltes ont obtenu tout ce qu'ils voulaient, des embauches notamment, après plus de sept mois de grève. Mais là-dessus, comme sur des dizaines d'autres, pas d'info ou le minimum, même pas de listage. Ils ne veulent pas de la culture du combat, de la « gagne ». Par contre quand on perd, quand il y a des licenciements, des défaites, reculs, échecs, là on a la totale, des lignes et des lignes, les premières pages... et la solidarité après coup. Comme ça, les gens sont démoralisés, résignés : ils se disent que personne ne lutte, qu'on ne peut rien faire, qu'il ne reste qu'à se débrouiller tout seul...

Et puis, il faut se rappeler le 23 février, au tout début de la loi travail : celle-ci est annoncée... et toutes les confédérations l'acceptent, avec seulement des aménagements à la marge. C'est



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

uniquement parce qu'il y a eu l'appel à manifester le 9 mars par les organisations de jeunesse et la pétition de plus de 1 million d'internautes que certaines des confédérations ont suivi le mouvement.

Et au 51^e congrès de la CGT de ce printemps, Berger et le PS étaient invités d'honneur... Par contre, les militants qui ont mené et gagné des bagarres, ceux des Grands Hôtels, nous-mêmes, les victimes de la répression, eh bien non...

Aujourd'hui, FO dit que c'est fini, il n'y aurait plus qu'une bagarre juridique à mener, et la CGT parle de lutte... mais dans chaque entreprise, alors qu'on était encore 180 000 dans la rue le 15 septembre pour la reprise, ce qui était plus que bien !

Pour la répression, c'est pareil. Les confédérations dénoncent, les militants organisent des protestations locales, mais rien de sérieux n'apparaît comme riposte centrale et surtout, rien en liaison avec la lutte contre la loi travail. Ce n'est pas quand les prisons seront pleines de militants que nous devons réagir. Ils ne font pas semblant, ils tapent dur et fort. Alors, Amiens, ce sera la fédération, la convergence des luttes et des organisations, que l'on soit CGT, FO ou Solidaires... et tous ceux qui le veulent, autour d'un combat lutte de classe. Alors, oui, ces 19 et 20 octobre, ce sera la suite du 15 septembre.

Comment se présente la mobilisation et la préparation concrète des journées des 19 et 20 octobre ?

Ça va être massif. Les comités Goodyear - il y en a 80 - sont en train

de préparer des bus. J'ai repris ma tournée de meetings comme au printemps. On met la gomme et on accélère. Des UL CGT, des comités anti-répression annoncent aussi des bus.

Il y a même plusieurs bus qui viennent de Belgique. Là-bas aussi, ils ont leur loi travail, ça s'appelle la loi Peeters. J'ai fait un meeting en Belgique, l'accueil était enthousiaste. Notre combat n'est pas que français, il déborde les frontières, y a les mêmes attaques dans toute l'Europe.

Le 19 au soir à Amiens, on va organiser avec des Nuits debout, un « Relaxe debout », il y aura aussi un « village des luttes »... On fera d'Amiens la capitale des luttes, de leurs convergences, et on va gagner. Au niveau des gens, des militants, l'accueil est fabuleux, on reçoit des encouragements de partout... Au niveau des organisations, c'est plus frileux mais elles vont suivre. J'ai demandé à la CGT de lancer un appel à la grève les 19 et 20 pour que les gens puissent venir sans problème. Ça serait incompréhensible qu'elle ne le fasse pas.

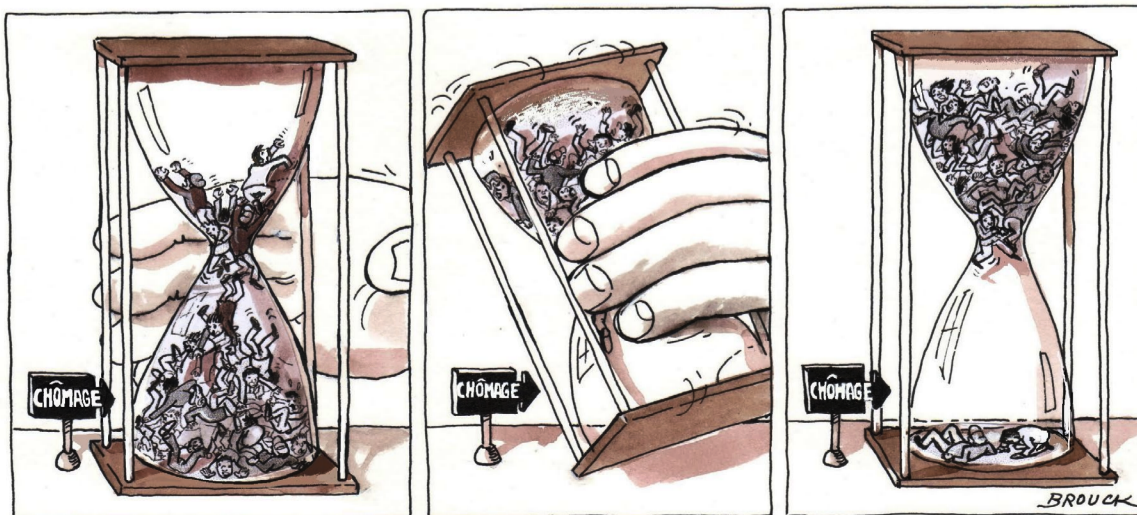
Et après ?

Le rendu du jugement sera sûrement donné après le 20 octobre, mais quelle que soit la date, nous y reviendrons en nombre. Et puis, nous devons multiplier les appels. Aucun des menacés dans nos rangs n'est un voyou, un criminel, un bandit, aucun de nous n'a détourné des fortunes. Nous devons nous unir plus que jamais pour l'arrêt de toutes les poursuites, la relaxe pour tous ceux qui sont déjà condamné qui seront aussi autant d'étapes contre la loi travail. Nous répondrons à chaque mauvais coup. C'est à la rue d'aller chercher le changement en matière de justice sociale, car nous n'attendons rien des élections de 2017. De toute façon, moi je me bats pour un monde meilleur, sans exploitation. Alors on n'a pas fini, on commence.

Propos recueillis par Jacques Chastaing

Pour prendre contact avec les Goodyear, s'informer de la mobilisation et transmettre des informations sur les initiatives pour les 19 et 20 octobre : wamenmickael@free.fr

L'image de la semaine



Vu ailleurs

L'Humanité.fr

INTÉGRISME CATHO PAS MORT. Un projet de loi anti-avortement interdisant tout recours à l'IVG a été adopté en première lecture à la Diète. Un risque majeur pour le droit et la santé des femmes. Les Polonais manifestent et résistent. Ils attendent aussi une réaction de Bruxelles devant un membre de l'UE qui viole impunément les droits de l'homme.

Aux portes de la Diète, le visage divisé de la société polonaise apparaît derrière le rideau intermettent des brunes automnales.[...]. Ce jeudi, les deux groupes se font face à l'heure même où le Parlement polonais doit se prononcer sur l'adoption en première lecture d'une loi anti-avortement portée par le comité catholique Stop avortement.[...]. Quelques heures plus tard, le projet de loi anti-avortement est adopté en première lecture à la majorité de 267 voix contre 154. Dans le même temps, la proposition de loi en faveur de l'avortement sans restriction proposée par le mouvement Sauvons les femmes est retoquée avec 230 voix contre et 173 pour. [...]

Jusqu'à présent, l'avortement était autorisé dans trois cas en Pologne : lorsque la vie ou la santé de la mère était en danger ; quand la grossesse résultait d'un viol ou d'un inceste ; et en cas de pathologie irréversible chez l'embryon. Si elle passe, la nouvelle loi interdirait l'avortement dans tous les cas.

« En Pologne, la loi anti-IVG se heurte à la résistance des femmes », L'Humanité, lundi, 26 septembre 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org